

Exemples d'examens du programme professionnel CPA - Solution

Les exemples de questions d'examen fournis dans cette trousse visent à donner une indication générale du format, de la structure et de la nature des questions auxquelles les candidats pourraient devoir répondre. Bien que ces documents aient été élaborés avec beaucoup d'attention et qu'ils sont généralement représentatifs, ils ne sont pas exhaustifs et ne peuvent couvrir l'ensemble des variations possibles de questions. Ces exemples doivent donc être utilisés à titre indicatif, et non comme une représentation exacte.

Note au lecteur : Les questions objectives peuvent comprendre notamment des questions à choix multiples, des questions à réponses multiples, des textes à trous, etc.

ÉVALUATION DES CONNAISSANCES – PARTIE A

Certification et confiance

Exemple de question 1

Un cabinet d'audit envisage d'accepter une nouvelle mission d'audit pour une société à capital fermé. La direction a récemment congédié l'auditeur prédécesseur à la suite de différends concernant les méthodes de comptabilisation des produits.

Quelle procédure l'auditeur pressenti mettrait-il normalement en œuvre avant d'accepter la mission?

- a. Communiquer avec l'auditeur prédécesseur afin de mieux comprendre les raisons du changement d'auditeur.
- b. Demander à la direction de préparer un projet d'états financiers avant de décider s'il y a lieu d'accepter la mission.
- c. Déterminer le niveau des honoraires d'audit qui sera facturé avant d'examiner les autres facteurs d'acceptation.
- d. Définir l'étendue des procédures d'audit qui seront mises en œuvre dans le cadre de la mission.

Solution :

A. Bonne réponse. Le paragraphe A56 de la NCA 220 indique ce qui suit :

« Avant d'accepter la mission d'audit, l'auditeur successeur peut être tenu, en vertu des textes légaux ou réglementaires ou des règles de déontologie pertinentes, de demander au prédécesseur de lui fournir des informations connues concernant des faits ou des circonstances dont, selon le jugement du prédécesseur, l'auditeur successeur doit être au courant avant de prendre sa décision. Dans certaines circonstances, le prédécesseur peut être tenu de fournir à l'auditeur successeur pressenti, si ce dernier en fait la demande, des informations concernant les cas identifiés ou suspectés de non-conformité aux textes légaux et réglementaires. Par exemple, si le prédécesseur a démissionné par suite de cas identifiés ou suspectés de non-conformité aux textes légaux et réglementaires, le Code de l'IESBA35 exige qu'il fournisse à l'auditeur successeur pressenti, si ce dernier en fait la demande, toutes les informations concernant les faits et les autres informations pertinentes à l'égard de ces cas de non-conformité dont, à son avis, l'auditeur successeur pressenti doit être au courant avant de prendre la décision d'accepter ou non la mission d'audit. »

Par conséquent, l'auditeur pressenti doit, avec l'autorisation du client, communiquer avec l'auditeur prédécesseur afin de comprendre les raisons du changement d'auditeur, y compris tout désaccord avec la direction, avant d'accepter la mission.

B. Mauvaise réponse. La préparation d'un projet d'états financiers relève des responsabilités de la direction en matière d'information financière et ne constitue pas une procédure préalable que l'auditeur doit exiger pour décider s'il y a lieu d'accepter la mission.

C. Mauvaise réponse. Bien que des discussions sur les honoraires puissent avoir lieu, les normes professionnelles mettent l'accent sur l'évaluation de l'intégrité de la direction, de l'indépendance et de la compétence avant de s'attarder aux modalités d'honoraires.

D. Mauvaise réponse. Les procédures d'audit sont déterminées par l'auditeur selon son jugement professionnel et les normes applicables; la direction ne peut ni en définir ni en limiter l'étendue d'une manière qui compromettrait la qualité de l'audit. L'étendue des procédures ne serait normalement pas définie avant l'acceptation de la mission.

Exemple de question 2

Vous, CPA, effectuez la planification de l'audit de Société Aurifère Nova (Nova), une société minière ouverte qui est en phase de prospection. Nova a un important emprunt bancaire garanti par ses investissements dans des terrains, des machines et du matériel. Voici les principales données financières de Nova :

BAIIA (négatif)	(13 650 000) \$
Bénéfice net (perte nette)	(24 300 000) \$
Total des produits	24 000 \$
Total de l'actif	42 650 000 \$

Quelle serait la base la plus appropriée pour le calcul du seuil de signification de Nova?

- a. Total de l'actif
- b. BAIIA
- c. Total des produits
- d. Bénéfice net

Solution :

A. Bonne réponse. Nova exerce ses activités dans un secteur à forte intensité de capital, et son emprunt est garanti par des immobilisations. La banque sera vraisemblablement préoccupée par la valeur des actifs utilisés pour garantir son emprunt. Bien que les investisseurs s'intéressent au rendement de leur investissement, ils accorderont moins d'importance à la rentabilité pendant la phase de prospection de l'entreprise. De plus, comme le BAIIA et le bénéfice net sont actuellement négatifs, le total de l'actif constitue la base la plus appropriée pour le calcul du seuil de signification.

B. Mauvaise réponse. Nova est au stade de prospection et génère des produits peu importants. Les investisseurs sont peu susceptibles de s'attendre à ce que Nova soit rentable à ce stade, et le BAIIA est négatif, ce qui en fait une base moins appropriée pour le calcul du seuil de signification.

C. Mauvaise réponse. Nova est au stade de prospection et génère des produits peu importants. Compte tenu de l'importance relative du total des produits par rapport aux autres données financières, ainsi que des attentes des investisseurs et des prêteurs pendant la phase de prospection d'une société minière, le total des produits ne constituerait pas une base appropriée pour le calcul du seuil de signification.

D. Mauvaise réponse. Nova est au stade de prospection et génère des produits peu importants. Les investisseurs sont peu susceptibles de s'attendre à ce que Nova soit rentable à ce stade, et le bénéfice net est négatif, ce qui en fait une base moins appropriée pour le calcul du seuil de signification.

Exemple de question 3

Vous, CPA, êtes chef de mission dans le cadre d'une mission pour Verrerie Jules inc. (VJI), une importante société de fabrication de bouteilles en verre. Le directeur de mission vous a demandé de mettre en œuvre des procédures pour tester l'évaluation des comptes clients de VJI.

Quelle serait la procédure la plus appropriée pour ce faire?

- a. Sélectionner un échantillon représentatif des soldes des comptes clients et retracer l'encaissement ultérieur de ces montants à la banque après la fin de l'exercice.
- b. Effectuer un rapprochement des soldes des comptes clients avec les copies des factures envoyées aux clients et s'assurer que les montants concordent.
- c. Sélectionner un échantillon représentatif des soldes des comptes clients et envoyer des demandes de confirmation aux clients en leur demandant de confirmer que les montants dus concordent avec leurs registres.
- d. Sélectionner les cinq soldes les plus anciens des comptes clients et discuter avec la direction afin de déterminer si elle s'attend à recevoir le paiement de ces clients.

Solution :

A. Bonne réponse. Cette procédure permet de tester l'évaluation des comptes clients en s'assurant de leur recouvrabilité.

B. Mauvaise réponse. Cette procédure permet de tester l'exactitude des comptes clients en s'assurant qu'il n'existe pas d'écarts importants entre les montants facturés et les montants comptabilisés dans les comptes clients.

C. Mauvaise réponse. Cette procédure permet de tester l'exactitude et l'existence des comptes clients en s'assurant qu'il n'existe pas d'écarts importants entre les montants comptabilisés dans les comptes clients et les registres des clients. Le fait qu'un client confirme le montant dû ne garantit pas qu'il est disposé ou en mesure de le payer.

D. Mauvaise réponse. Bien que cette procédure permette de tester l'évaluation des comptes clients, elle repose sur des commentaires de la direction, une forme d'élément probant moins fiable puisqu'elle ne provient pas d'un tiers.

Mégadonnées et analyse des données

Exemple de question 4

Un CPA est chargé d'analyser si un nouveau programme de formation des employés a amélioré la productivité. Avant de recueillir des données, le CPA doit définir la question d'analyse. Quelle est la question d'analyse de données la plus appropriée pour ce projet?

- a. La production moyenne par employé a-t-elle augmenté au cours des trois mois suivant la formation, par rapport aux trois mois précédant la formation?
- b. Le nombre moyen d'heures supplémentaires travaillées par les employés a-t-il diminué au cours des trois mois suivant la formation, par rapport aux trois mois précédant la formation?
- c. Le nombre moyen de billets de service à la clientèle résolus par employé a-t-il diminué au cours des trois mois suivant la formation, par rapport aux trois mois précédant la formation?
- d. Le taux d'erreur moyen par employé a-t-il diminué au cours des trois mois suivant la formation, par rapport aux trois mois précédant la formation?

Solution :

A. Bonne réponse. Cette option cible directement le principal résultat d'intérêt (la production des employés), précise une mesure claire (production moyenne par employé) et définit une période de comparaison précise (trois mois avant par rapport à trois mois après la formation). Elle est conforme aux bonnes pratiques en analyse de données puisqu'elle se concentre sur un indicateur de performance mesurable sur une période définie, ce qui permet une comparaison statistique de la productivité avant et après la formation.

B. Mauvaise réponse. Cette option porte sur les heures supplémentaires plutôt que sur la productivité de base, des éléments qui peuvent être liés, mais elle ne mesure pas directement si la formation a amélioré la production. Une diminution des heures supplémentaires pourrait refléter une diminution du volume de travail, l'ajout de personnel, etc.; cette option n'est donc pas la plus appropriée pour évaluer les gains de productivité.

C. Mauvaise réponse. Cette option mesure une activité de service particulière, mais elle va dans le sens inverse du principal résultat d'intérêt, puisque l'entreprise souhaiterait une augmentation du nombre de billets de service à la clientèle résolus. Bien qu'il s'agisse d'une mesure quantifiable, elle ne s'aligne pas avec l'objectif du projet qui est de déterminer si la productivité a augmenté, et elle limite l'analyse aux seuls billets de service à la clientèle.

D. Mauvaise réponse. Cette option porte sur le taux d'erreur, qui relève de la qualité plutôt que de la productivité. Bien que la qualité soit importante, le projet est axé sur l'amélioration de la productivité; une question centrée sur les erreurs ne répond donc pas directement à la question de savoir si la production a augmenté à la suite de la formation.

Exemple de question 5

Une entreprise de vente au détail souhaite comprendre comment ses catégories de produits ont contribué au chiffre d'affaires total au cours du dernier trimestre.

Quel type d'analyse serait le plus approprié pour cet objectif?

- a. Analyse descriptive
- b. Analyse prédictive
- c. Analyse prescriptive
- d. Analyse diagnostique

Solution :

A. Bonne réponse. Cet objectif consiste à résumer et à expliquer ce qui s'est produit dans le passé, plus précisément la contribution des différentes catégories de produits au chiffre d'affaires sur une période terminée, ce qui correspond à l'objectif de l'analyse descriptive.

B. Mauvaise réponse. L'analyse prédictive sert à estimer des résultats futurs à partir de données historiques, par exemple la prévision des ventes du prochain trimestre, et non à expliquer la répartition passée du chiffre d'affaires entre les catégories de produits.

C. Mauvaise réponse. L'analyse prescriptive vise à recommander des actions ou des stratégies pour atteindre des résultats futurs souhaités, et non à résumer la manière dont le chiffre d'affaires passé a été généré par les différentes catégories de produits.

D. Mauvaise réponse. L'analyse diagnostique sert à examiner les raisons pour lesquelles certains événements se sont produits, par exemple, identifier les causes d'une baisse du chiffre d'affaires, et non simplement à décrire la répartition de ce chiffre d'affaires entre les catégories.

Prise de décisions éthiques et Gouvernance organisationnelle/gouvernance des données

Exemple de question 6

Essor Jeunesse inc. est un organisme sans but lucratif dont la mission se lit comme suit : « Essor Jeunesse inc. permet aux enfants d'avoir un impact significatif dans leur collectivité en leur offrant des occasions de faire du bénévolat, d'apprendre et de soutenir les personnes dans le besoin. » L'organisme est régi par un conseil d'administration composé de sept membres possédant une expertise en durabilité sociale ainsi que sur les questions juridiques et financières. La direction a récemment proposé d'étendre les programmes aux communautés mal desservies, ce qui nécessiterait un financement supplémentaire et de nouveaux partenariats. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux le rôle approprié du conseil d'administration dans cette situation?

- a. Le conseil évaluera et approuvera l'expansion proposée afin de s'assurer qu'elle est conforme à la mission de l'organisme, à ses objectifs en matière de durabilité et aux ressources disponibles.
- b. Le conseil élaborera et mettra en œuvre le plan opérationnel détaillé des nouveaux programmes afin d'en assurer la réussite.
- c. Le conseil obtiendra l'ensemble des fonds nécessaires et négociera les ententes de partenariat afin de soutenir l'expansion.
- d. Le conseil créera un sous-comité du conseil chargé de concevoir et de gérer de façon indépendante les nouveaux programmes afin d'assurer leur conformité aux objectifs de durabilité.

Solution :

A. Bonne réponse. Les conseils des organismes sans but lucratif sont chargés de la gouvernance, ce qui comprend l'établissement de l'orientation, la surveillance de la stratégie et l'approbation des initiatives majeures afin d'assurer leur conformité avec la mission, la tolérance au risque et les contraintes de ressources, tout en laissant la planification et l'exécution quotidiennes à la direction.

B. Mauvaise réponse. L'élaboration et la mise en œuvre de plans opérationnels détaillés relèvent de la direction; le conseil assure une surveillance et approuve les initiatives majeures, mais n'effectue pas la planification opérationnelle quotidienne.

C. Mauvaise réponse. Bien que le conseil puisse appuyer la collecte de fonds et l'établissement de relations, la responsabilité principale d'obtenir le financement et de négocier les ententes incombe généralement à la direction, le conseil assurant une surveillance et une approbation des ententes importantes.

D. Mauvaise réponse. Les comités du conseil appuient les fonctions de gouvernance, mais ne devraient pas concevoir ni gérer de programmes de manière indépendante, car cela reviendrait à leur transférer de façon inappropriée des responsabilités opérationnelles de la direction.

Exemple de question 7

Clément et André s.r.l./s.e.n.c.r.l. est un cabinet de CPA qui loue des locaux dans un immeuble professionnel du centre-ville géré par un gestionnaire immobilier tiers qui fournit également des services d'entretien. La politique du cabinet exige que le personnel range sous clé toutes les copies papier des documents des clients dans un classeur à la fin de chaque journée et restreint l'accès aux salles de dossiers et de fournitures (y compris le bac de déchiquetage) au personnel au moyen de cartes d'accès émises par le cabinet. Quel principe du Code de déontologie des CPA ces mesures visent-elles à faire respecter?

- a. Confidentialité
- b. Compétence professionnelle
- c. Intégrité
- d. Objectivité

Solution :

A. Bonne réponse. Les contrôles décrits visent à empêcher l'accès non autorisé aux informations des clients par des tiers tels que le gestionnaire immobilier et le personnel d'entretien. Le fait de ranger les documents sous clé et de restreindre l'accès aux zones d'archivage et de déchiquetage constitue des mesures de protection visant à prévenir la divulgation des informations des clients, qu'elle soit intentionnelle ou accidentelle. Cela concorde directement avec l'exigence éthique selon laquelle les comptables professionnels doivent protéger les informations obtenues dans le cadre de relations professionnelles et d'affaires et éviter de les divulguer sans autorisation appropriée.

B. Mauvaise réponse. La compétence professionnelle concerne le maintien des connaissances et des compétences au niveau requis. Bien que la mise en place de procédures appropriées puisse faire partie de la compétence professionnelle, ce n'est pas le principe principal visé par les mesures décrites.

C. Mauvaise réponse. L'intégrité exige que les comptables professionnels fassent preuve de franchise et d'honnêteté dans toutes leurs relations professionnelles et d'affaires. Elle renvoie à l'équité et à la sincérité. Le scénario ne porte pas sur l'honnêteté ou la sincérité dans la communication ou la présentation de l'information, mais plutôt sur des mesures physiques de protection des informations des clients. Par conséquent, l'intégrité n'est pas le principe principal visé par les mesures décrites.

D. Mauvaise réponse. L'objectivité exige que les comptables professionnels ne compromettent pas leur jugement professionnel ou d'affaires en raison de biais, de conflits d'intérêts ou d'influences indues. Le scénario ne décrit pas de menaces à l'impartialité ni de conflits d'intérêts. Il porte plutôt sur des contrôles physiques et des restrictions d'accès aux dossiers des clients, ce qui est davantage lié à la protection de l'information qu'au maintien de l'impartialité.

Finance

Exemple de question 8

Une entreprise d'aménagement paysager connaît des insuffisances de trésorerie saisonnières chaque hiver et estime qu'elle aura besoin d'un financement pouvant atteindre 500 000 \$ pour environ quatre mois chaque année. Elle envisage les options suivantes :

- Option 1 : ligne de crédit de 8 %, à utiliser au besoin
- Option 2 : emprunt à terme de 6 % pour le montant total de 500 000 \$, en vigueur pour toute l'année

Quelle est l'évaluation la plus appropriée des options de financement?

- a. La ligne de crédit est plus appropriée, car elle entraîne un coût de financement total plus faible et correspond mieux aux besoins de trésorerie à court terme et saisonniers de l'entreprise.
- b. L'emprunt à terme est plus approprié, car son taux d'intérêt est plus bas, ce qui entraîne un coût de financement global moindre.
- c. Les deux options entraînent des coûts de financement similaires, car le taux plus élevé de la ligne de crédit est compensé par sa période d'emprunt plus courte.
- d. L'emprunt à terme est plus approprié, car il assure une certitude de financement et évite le risque de fluctuations des besoins d'emprunt.

Solution :

A. Bonne réponse. Bien que le taux stipulé de 8 % de la ligne de crédit soit plus élevé, les intérêts ne sont encourus que pendant la période de quatre mois où les fonds sont réellement prélevés, soit 13 333 \$ d'intérêts ($500\,000 \$ \times 8 \% \times 4 \text{ mois} / 12 \text{ mois}$). En revanche, l'emprunt à terme de 6 % exige le paiement d'intérêts sur 500 000 \$ sur une période de 12 mois, soit 30 000 \$ d'intérêts, même si l'entreprise n'a besoin des fonds que pendant quatre mois. Pour un besoin en fonds de roulement saisonnier, une structure renouvelable à court terme réduit au minimum le coût total des intérêts et correspond mieux à la durée de l'insuffisance de trésorerie.

B. Mauvaise réponse. Cette évaluation se concentre uniquement sur les taux d'intérêt nominaux et ignore le fait que l'emprunt à terme nécessite le paiement d'intérêts sur une période de 12 mois, alors que l'entreprise n'a besoin des fonds que pendant quatre mois. Évaluer un financement uniquement sur la base du taux stipulé, sans tenir compte de la période réelle d'emprunt et du montant emprunté, est insuffisant pour prendre une décision éclairée sur l'outil de financement approprié.

C. Mauvaise réponse. Le coût total des intérêts sur la ligne de crédit renouvelable sur quatre mois à 8 % est nettement inférieur au paiement de 6 % sur le même capital sur 12 mois. Considérer les coûts comme similaires revient à négliger la période pendant laquelle les intérêts s'accumulent, ce qui va à l'encontre des principes de base de la valeur temporelle de l'argent.

D. Mauvaise réponse. Bien que la certitude du financement puisse être utile, le fait pour l'entreprise de payer pour un capital dont elle n'a pas besoin pendant les huit mois restants est

inefficace pour un besoin saisonnier prévisible et récurrent. La bonne pratique consiste à faire correspondre la durée de l'instrument de financement à celle du besoin de trésorerie sous-jacent, ce qui favorise la ligne de crédit à court terme dans ce cas.

Exemple de question 9

Café sublime inc. envisage de financer une expansion dans un établissement du centre-ville, soit en contractant un nouvel emprunt, soit en émettant des actions ordinaires. La société présente actuellement un niveau modéré de financement par emprunts et par capitaux propres.

Quelle est la description la plus appropriée de l'incidence des options de financement sur la structure du capital de la société?

- a. Le financement par emprunts augmente la proportion de passifs dans la structure du capital, tandis que l'émission d'actions augmente la proportion de capitaux propres.
- b. Le financement par emprunts et l'émission d'actions augmentent tous deux le total des actifs; ils ont donc la même incidence sur la structure du capital.
- c. Le financement par capitaux propres améliore la structure du capital de la société en réduisant le recours au financement externe, tandis que le financement par emprunts n'a aucune incidence sur la structure du capital globale.
- d. Le financement par emprunts augmente le financement total disponible sans incidence sur l'actionnariat, tandis que l'émission d'actions accroît l'actionnariat, mais a une incidence limitée sur la structure du capital globale.

Solution :

A. Bonne réponse. Le financement par emprunts est comptabilisé comme un passif et augmente donc la proportion de passifs par rapport aux capitaux propres, tandis que l'émission d'actions ordinaires accroît le capital versé et donc la part des capitaux propres dans la structure du capital.

B. Mauvaise réponse. Le financement par emprunts et le financement par capitaux propres peuvent tous deux augmenter le total des actifs, mais ils modifient différemment la composition des passifs et des capitaux propres; ils n'ont donc pas la même incidence sur la structure du capital.

C. Mauvaise réponse. Les capitaux propres constituent également une forme de financement externe provenant des investisseurs, et le financement par emprunts modifie directement la répartition des passifs et des capitaux propres; le financement par emprunts a donc une incidence sur la structure du capital globale.

D. Mauvaise réponse. L'émission d'actions modifie considérablement la proportion de capitaux propres dans la structure du capital; son incidence sur la structure du capital ne peut donc pas être considérée comme limitée.

Exemple de question 10

Fabrication Toptech inc. évalue un investissement dans un équipement intégrant l'IA afin d'accroître l'efficacité de sa production :

- Investissement initial : 300 000 \$
- Durée de vie estimée : 5 ans
- Entrées de trésorerie nettes annuelles estimées découlant des gains d'efficacité : 80 000 \$
- Valeur résiduelle : 20 000 \$
- Taux de rendement exigé : 10 %

Un concurrent a récemment lancé un nouveau produit que la direction croit susceptible de réduire la demande des produits de Toptech et de diminuer de 20 % les entrées de trésorerie nettes annuelles de l'équipement.

Quelle est l'estimation la plus appropriée de la valeur actualisée nette du projet, arrondie à la centaine près?

Solution :

45 000 \$

Entrées de trésorerie nettes annuelles révisées = 64 000 \$ ($80\,000 \$ \times 80\%$)

VA des entrées annuelles = 242 610,35 \$ (formule de la VA dans Excel avec les données suivantes : taux = 0,10; npm = 5; vpm = 64 000 \$)

VA de la valeur résiduelle = 12 418,43 \$ (formule de la VA dans Excel avec les données suivantes : taux = 0,10; npm = 5; vc = 20 000 \$)

VA totale des entrées de trésorerie = 255 028,78 \$

VAN = 255 028,78 \$ - 300 000 \$ = (44 971,22) \$ ou (45 000) \$ arrondi

Information non financière

Exemple de question 11

Un investisseur souhaite déterminer des indicateurs précis pertinents pour l'évaluation de la performance en matière de durabilité de sociétés du secteur de la biotechnologie et des produits pharmaceutiques.

Quel référentiel serait le plus utile pour aider l'investisseur à identifier des indicateurs appropriés?

- a. Normes du Sustainability Accounting Standards Board (SASB)
- b. Normes de la Global Reporting Initiative (GRI)
- c. Normes du Climate Disclosure Standards Board (CDSB)
- d. Questionnaires du CDP (anciennement le Carbon Disclosure Project)

Solution :

- A. **Bonne réponse.** Les normes du SASB fournissent des indicateurs précis pour la communication d'information en matière de durabilité, classés par secteur d'activité.
- B. Mauvaise réponse. Les normes de la GRI sont principalement conçues pour une communication à l'intention d'un large éventail de parties prenantes, mais visent moins les investisseurs. Elles sont exhaustives, mais elles ne fournissent pas d'indicateurs de performance sectoriels.
- C. Mauvaise réponse. Même si elles sont destinées aux investisseurs, les normes du CDSB ne tiennent pas compte des secteurs d'activité et ne fournissent pas d'indicateurs de performance en matière de durabilité propres à un secteur.
- D. Mauvaise réponse. Le CDP est une plateforme de communication d'information qui agit comme norme de facto pour l'évaluation et la gestion des risques et des occasions en matière d'environnement. Bien qu'il comprenne des suppléments sectoriels, il ne constitue pas la meilleure source pour des indicateurs sectoriels de performance en matière de durabilité.

Exemple de question 12

Une société déclare que ses émissions de gaz à effet de serre de portée 1 ont diminué de 15 % au cours de la dernière année, tandis que son volume de production a augmenté de 20 %.

Lequel des énoncés suivants explique le mieux ces données?

- a. La société a amélioré l'intensité de ses émissions par unité de production.
- b. Les émissions absolues de la société diminuent, et elle est en bonne voie d'atteindre ses cibles de carboneutralité.
- c. La diminution des émissions est probablement attribuable à un passage aux énergies renouvelables.
- d. Les émissions de portée 2 et de portée 3 de la société ont diminué proportionnellement à la diminution des émissions de portée 1.

Solution :

- A. Bonne réponse. Lorsque les émissions diminuent alors que la production augmente, l'intensité des émissions par unité de production s'améliore. La société produit davantage tout en générant une empreinte d'émissions moindre par unité.
- B. Mauvaise réponse. Bien que les émissions absolues de portée 1 aient diminué, on ne peut conclure, à partir des données d'une seule année, que la société est en bonne voie d'atteindre ses cibles de carboneutralité. L'atteinte de la carboneutralité nécessite une analyse complète du profil des émissions, y compris celles de portée 1, 2 et 3, sur plusieurs années. Cette information ne peut être déduite des données fournies.
- C. Mauvaise réponse. Il n'est pas possible de déterminer la cause de la diminution des émissions à partir des données fournies. Des informations quantitatives et qualitatives supplémentaires sur les facteurs qui expliquent la variation seraient nécessaires pour tirer une conclusion causale.
- D. Mauvaise réponse. Les données fournies concernent uniquement les émissions de portée 1, provenant de sources détenues ou contrôlées par la société. Aucune information n'est fournie sur les émissions de portée 2 ou 3, et il est impossible de conclure à une diminution de ces émissions sans informations supplémentaires.

Stratégie, gestion des risques et innovation

Exemple de question 13

Bien-être Vital inc. est un studio de bien-être de Vancouver qui offre des services de régénération, tels que la thérapie par contraste et la thérapie par la lumière rouge. Au cours des dernières années, l'entreprise a contracté un niveau élevé d'endettement afin d'investir dans la technologie dont elle a besoin pour fournir ces services. Récemment, on constate un scepticisme sur les médias sociaux à l'égard de la thérapie par contraste et une concurrence accrue de la part de nouveaux studios. La clientèle du groupe démographique cible a aussi connu une diminution de son revenu disponible.

Lequel des facteurs suivants représente une faiblesse pour Bien-être Vital dans une analyse FFPM?

- a. Emprunt élevé contracté pour l'investissement dans la technologie requise
- b. Hausse de la concurrence de studios similaires récemment entrés sur le marché
- c. Diminution du revenu disponible de la clientèle du groupe démographique cible
- d. Scepticisme croissant sur les médias sociaux quant aux avantages de la thérapie par contraste

Solution :

- A. Bonne réponse. Les faiblesses dans une analyse FFPM correspondent aux limitations internes qui placent une entreprise en situation de désavantage. Le niveau élevé d'endettement de Bien-être Vital accroît le risque que l'entreprise ne puisse pas contracter de nouveaux emprunts, ce qui peut freiner sa croissance, et augmente le risque qu'elle ne puisse pas assurer le service de sa dette si les revenus diminuent ou deviennent plus volatils.
- B. Mauvaise réponse. La concurrence accrue provenant de studios similaires constitue un facteur externe qui échappe au contrôle de Bien-être Vital. Dans une analyse FFPM, il s'agirait d'une menace.
- C. Mauvaise réponse. La diminution du revenu disponible de la clientèle est un facteur externe qui échappe au contrôle de Bien-être Vital. Dans une analyse FFPM, il s'agirait d'une menace.
- D. Mauvaise réponse. Le scepticisme croissant sur les médias sociaux à l'égard de la thérapie par contraste est un facteur externe. Une perception publique négative peut constituer une menace pour l'entreprise; dans une analyse FFPM, il s'agirait donc d'une menace.

Exemple de question 14

Ergo Confort inc. est une jeune entreprise en démarrage du Manitoba qui fabrique des chaises de bureau ergonomiques au moyen de matériaux locaux et selon des procédés durables. Elle dessert actuellement le secteur des services financiers au Manitoba et prévoit s'étendre à l'échelle du Canada. Le chef de la direction élabore la mission et la vision de l'entreprise dans le cadre d'une présentation aux investisseurs.

Lequel des énoncés de mission suivants serait le plus approprié pour Ergo Confort inc.?

- a. Nous créons du bonheur et du confort en offrant la meilleure sélection de chaises élégantes, sécuritaires et confortables afin de vous aider à atteindre vos objectifs professionnels.
- b. Nous créons un produit si exceptionnel qu'il y aura une chaise Ergo Confort dans chaque bureau au Canada.
- c. Nous nous engageons à offrir des produits de haute qualité et un service à la clientèle exceptionnel.
- d. Nous cherchons à devenir le chef de file du secteur en innovation en redéfinissant continuellement l'avenir des chaises de bureau.

Solution :

- A. Bonne réponse. Cet énoncé met l'accent sur la raison d'être actuelle de l'entreprise, ce qu'elle offre aujourd'hui et la valeur qu'elle apporte aux clients, soit les caractéristiques fondamentales d'un énoncé de mission.
- B. Mauvaise réponse. Cet énoncé décrit un objectif ambitieux à long terme quant à la portée future du marché, ce qui correspond davantage à un énoncé de vision qu'à un énoncé de mission.
- C. Mauvaise réponse. Bien que cet énoncé présente des valeurs et des engagements, il est trop général et ne décrit pas clairement l'activité précise, les clients, ni les produits offerts; il est donc incomplet comme énoncé de mission.
- D. Mauvaise réponse. Cet énoncé met l'accent sur un leadership tourné vers l'avenir et sur l'innovation, ce qui correspond davantage à un énoncé de vision qu'à un énoncé de mission axé sur le présent.

Fiscalité

Exemple de question 15

Chrisco, Jennco et Biffco sont des sociétés privées sous contrôle canadien. Chacune a une fin d'exercice au 31 décembre. Chrisco possède 80 % des actions émises de Jennco et 5 % des actions émises de Biffco. En 2026, Chrisco a reçu de Jennco et de Biffco des dividendes imposables de 100 000 \$ chacune. Jennco et Biffco ont chacune reçu des remboursements au titre de dividendes de 15 000 \$ pour 2026.

Lequel des montants suivants représente l'impôt de la partie IV à payer par Chrisco pour 2026?

- a. 50 333,33 \$
- b. 38 333,33 \$
- c. 62 333,33 \$
- d. 40 000,00 \$

Solution :

- A. Bonne réponse. Calcul de la réponse : $(38,33 \% \times 100\,000 \$) + (80 \% \times 15\,000 \$) = 50\,333 \$$. L'impôt de la partie IV sur les dividendes de portefeuille provenant de Biffco correspond à 38,33 % de 100 000 \$, soit 38 333,33 \$. De plus, l'impôt de la partie IV s'applique sur 80 % du remboursement au titre de dividendes de Jennco de 15 000 \$, soit 12 000 \$. L'impôt total de la partie IV est donc de $38\,333,33 \$ + 12\,000 \$ = 50\,333,33 \$$.
- B. Mauvaise réponse. Ce montant reflète uniquement l'impôt de la partie IV de 38,33 % sur le dividende de portefeuille de 100 000 \$ de Biffco et omet l'impôt supplémentaire de la partie IV attribuable au remboursement au titre de dividendes de la société rattachée, Jennco.
- C. Mauvaise réponse. Ce montant reflète l'impôt de la partie IV de 38,33 % sur les dividendes de portefeuille de 100 000 \$, mais applique à tort le taux de 80 % au remboursement au titre de dividendes de 15 000 \$ de Jennco et de Biffco. L'impôt de la partie IV ne s'applique qu'au remboursement au titre de dividendes de Jennco, en tant que société rattachée.
- D. Mauvaise réponse. Ce montant correspond à 40 % du dividende de portefeuille de 100 000 \$ et n'applique pas correctement le taux de 38,33 % prévu par la loi ni l'impôt supplémentaire de la partie IV attribuable au remboursement au titre de dividendes de la société rattachée.

Exemple de question 16

Reed Ltée est une société privée sous contrôle canadien. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2026, le revenu net aux fins de l'impôt de la société comprend les éléments suivants :

Revenu tiré d'une entreprise de commerce de détail canadienne, net de la déduction pour amortissement	240 000 \$
Revenu provenant de la disposition d'un entrepôt utilisé dans l'entreprise de commerce de détail :	
- gain en capital imposable	45 000
- récupération de l'amortissement	130 000
Dividendes reçus de Collins Ltée, une société associée exploitant une entreprise de fabrication au Canada	50 000
Intérêts reçus de Collins Ltée au titre d'un prêt intersoci��t��, que Collins a utilisé pour gagner un revenu (Collins a déduit les intérêts de son revenu provenant d'une entreprise exploitée activement)	10 000
Intérêts reçus sur des comptes clients en souffrance depuis plus de 60 jours, liés à l'entreprise de commerce de détail canadienne	<u>2 000</u>
	<u>477 000 \$</u>

Lequel des montants suivants correspond au revenu provenant d'une entreprise exploitée activement de Reed Ltée pour 2026?

- a. 382 000 \$
- b. 302 000 \$
- c. 240 000 \$
- d. 432 000 \$

Solution :

- A. Bonne réponse. Revenu d'entreprise de 240 000 \$ + récupération de 130 000 \$ + intérêts de 10 000 \$ + 2 000 \$ = 382 000 \$. Le revenu provenant d'une entreprise exploitée activement comprend généralement le revenu provenant d'une entreprise exploitée au Canada, y compris la récupération de l'amortissement et les intérêts sur les comptes clients, mais exclut la plupart des dividendes de portefeuille et certains intérêts intersociétés. L'application des règles de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada aux composantes fournies donne un montant de 382 000 \$ provenant des activités commerciales courantes.
- B. Mauvaise réponse. Ce montant inclut à tort les dividendes, mais exclut la récupération de l'amortissement : 240 000 \$ + 50 000 \$ + 10 000 \$ + 2 000 \$ = 302 000 \$.
- C. Mauvaise réponse. Ce montant inclut uniquement le revenu d'entreprise.
- D. Mauvaise réponse. Ce montant inclut à tort les dividendes : 240 000 \$ + 130 000 \$ + 50 000 \$ + 10 000 \$ + 2 000 \$ = 432 000 \$.

Exemple de question 17

Émilie a eu 60 ans en février 2026 et a pris sa retraite immédiatement. Son revenu tiré de toutes sources pour 2026 se détaille comme suit :

Revenu d'emploi	30 000 \$
Pension alimentaire pour époux (1 000 \$ reçus mensuellement)	12 000
Revenu de pension	11 000
Allocation de départ	10 000
Régime de pension du Canada	7 000
Prestation de décès – de l'employeur du mari décédé	4 000
Retrait du REER	7 000
	81 000 \$

Émilie n'était pas admissible au Supplément de revenu garanti. Elle n'a effectué aucune cotisation à un REER en 2026.

À combien s'élève le revenu imposable d'Émilie pour 2026?

- a. 77 000 \$
- b. 81 000 \$
- c. 70 000 \$
- d. 65 000 \$

Solution :

- A. Bonne réponse. Tous les éléments sont inclus, sauf la prestation de décès (la première tranche de 10 000 \$ d'une prestation de décès reçue d'un employeur n'est pas imposable).
- B. Mauvaise réponse. Ce montant suppose à tort que l'intégralité de la prestation de décès de 4 000 \$ est imposable, plutôt que de reconnaître qu'une partie limitée seulement peut devoir être incluse dans le revenu.
- C. Mauvaise réponse. Ce montant exclut à tort le retrait du REER.
- D. Mauvaise réponse. Ce montant exclut à tort la pension alimentaire pour époux.

Compétences fondamentales

Exemple de question 18

Lequel des énoncés suivants décrit ce qu'est le surplus du consommateur en microéconomie?

- a. La différence entre le montant maximal qu'un acheteur est prêt à payer pour une unité et le montant réellement payé
- b. La différence entre le chiffre d'affaires total d'une entreprise et ses coûts totaux
- c. La différence entre le chiffre d'affaires total d'une entreprise et ses coûts variables totaux
- d. La valeur totale de toutes les exportations

Solution :

- A. Bonne réponse. Il s'agit de la définition standard du surplus du consommateur, soit l'écart entre le prix que le consommateur est prêt à payer et le prix du marché.
- B. Mauvaise réponse. Cet énoncé décrit le bénéfice net, et non le surplus du consommateur.
- C. Mauvaise réponse. Cet énoncé décrit en partie la marge sur coûts variables, et non le surplus du consommateur.
- D. Mauvaise réponse. Cet énoncé décrit une mesure du commerce liée à l'économie internationale, et non un surplus dont bénéficient les acheteurs sur un marché.

Exemple de question 19

Jean a développé un logiciel de déclaration des dépenses et envisage de démarrer une entreprise. Du point de vue de la responsabilité, laquelle des réponses suivantes explique le mieux pourquoi il pourrait choisir de constituer une société par actions plutôt que d'exploiter une entreprise individuelle ou une société en nom collectif?

- a. Créer une entité juridique distincte qui limite généralement l'exposition personnelle de Jean aux obligations de l'entreprise tout en permettant à cette dernière de conclure des contrats en son propre nom
- b. S'assurer d'être automatiquement dégagé de toute responsabilité pour négligence professionnelle découlant de l'utilisation du logiciel
- c. S'assurer que les autorités fiscales ne pourront pas établir de nouvelles cotisations à l'égard de ses déclarations de revenus de particulier liées à l'entreprise
- d. Obtenir une structure de gouvernance qui sépare la propriété et la gestion tout en permettant l'accès à des mécanismes formels de financement par capitaux propres

Solution :

- A. Bonne réponse. La constitution en société crée une personne morale distincte; les créanciers peuvent généralement exercer leurs recours contre les actifs de la société plutôt que contre les actifs personnels du propriétaire, sous réserve des exceptions prévues par la loi et la jurisprudence.
- B. Mauvaise réponse. La constitution en société ne confère pas une immunité automatique contre la négligence professionnelle; les administrateurs et les professionnels peuvent toujours être personnellement responsables de leurs propres actes fautifs.
- C. Mauvaise réponse. Les autorités fiscales conservent le pouvoir d'établir de nouvelles cotisations à l'égard tant des déclarations de la société que de celles du particulier; la constitution en société n'élimine pas le risque de nouvelles cotisations.
- D. Mauvaise réponse. Bien que les sociétés puissent offrir une structure de gouvernance avec des actions et un conseil d'administration facilitant la séparation entre propriété et gestion ainsi que l'accès au financement par capitaux propres, une telle séparation n'est pas nécessairement pertinente à ce stade compte tenu de la taille de l'entreprise.

ÉVALUATION DES CONNAISSANCES – PARTIE B

Information financière

Exemple de question 20

Capital atomique inc. (CAI) a réalisé un investissement non stratégique dans Soleil inc. (Soleil), une société ouverte, dans le cadre duquel elle a acquis 5 % des actions de Soleil. CAI prévoit détenir cet investissement dans Soleil pendant au moins trois ans et prépare ses états financiers selon les IFRS.

Parmi les bases d'évaluation suivantes, lesquelles conviennent pour classer l'investissement de CAI dans Soleil? (Sélectionnez deux éléments.)

- a. Méthode de la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN)
- b. Méthode de la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG)
- c. Méthode du coût
- d. Méthode de la mise en équivalence

Solution :

A. Bonne réponse.

IFRS 9 *Instruments financiers* fournit des indications sur cette question. Le paragraphe 4.1.4 d'IFRS 9 indique ce qui suit :

« Un actif financier doit être évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins qu'il ne soit évalué au coût amorti selon le paragraphe 4.1.2 ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global selon le paragraphe 4.1.2A. »

Les paragraphes 4.1.2 et 4.1.2A s'appliquent aux instruments d'emprunt et ne s'appliquent pas dans ce cas. Le paragraphe 4.1.4 d'IFRS 9 précise ensuite ce qui suit :

« Cependant, l'entité peut faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale, de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations futures de la juste valeur d'un placement particulier en instruments de capitaux propres qui serait autrement évalué à la juste valeur par le biais du résultat net (voir paragraphes 5.7.5 et 5.7.6). »

Le paragraphe 5.7.5 indique que cet instrument ne doit être ni « détenu à des fins de transaction » ni une contrepartie éventuelle comptabilisée par un acquéreur dans un regroupement d'entreprises. Un actif financier est détenu à des fins de transaction s'il est acquis principalement en vue d'une revente à court terme, fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de profits à court terme, ou est un dérivé. Comme cet actif ne répond à aucune de ces conditions, il peut faire l'objet du choix irrévocable de l'évaluation à la JVAERG. Ainsi, CAI peut classer cet investissement soit à la JVRN, soit à la JVAERG.

B. Bonne réponse.

Le paragraphe 4.1.4 d'IFRS 9 indique ce qui suit :

« Un actif financier doit être évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins qu'il ne soit évalué au coût amorti selon le paragraphe 4.1.2 ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global selon le paragraphe 4.1.2A. »

Les paragraphes 4.1.2 et 4.1.2A s'appliquent aux instruments d'emprunt et ne s'appliquent pas dans ce cas. Le paragraphe 4.1.4 d'IFRS 9 précise ensuite ce qui suit :

« Cependant, l'entité peut faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale, de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations futures de la juste valeur d'un placement particulier en instruments de capitaux propres qui serait autrement évalué à la juste valeur par le biais du résultat net (voir paragraphes 5.7.5 et 5.7.6). »

Le paragraphe 5.7.5 indique que cet instrument ne doit être ni « détenu à des fins de transaction » ni une contrepartie éventuelle comptabilisée par un acquéreur dans un regroupement d'entreprises. Un actif financier est détenu à des fins de transaction s'il est acquis principalement en vue d'une revente à court terme, fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de profits à court terme, ou est un dérivé. Comme cet actif ne répond à aucune de ces conditions, il peut faire l'objet du choix irrévocable de l'évaluation à la JVAERG. Ainsi, CAI peut classer cet investissement soit à la JVRN, soit à la JVAERG.

C. Mauvaise réponse.

Le paragraphe 4.1.4 d'IFRS 9 indique ce qui suit :

« Un actif financier doit être évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins qu'il ne soit évalué au coût amorti selon le paragraphe 4.1.2 ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global selon le paragraphe 4.1.2A. »

Les paragraphes 4.1.2 et 4.1.2A s'appliquent aux instruments d'emprunt et ne s'appliquent pas dans ce cas.

D. Mauvaise réponse. Le paragraphe 4.1.4 d'IFRS 9 précise ensuite ce qui suit :

« Un actif financier doit être évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins qu'il ne soit évalué au coût amorti selon le paragraphe 4.1.2 ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global selon le paragraphe 4.1.2A. »

IFRS 9 n'autorise pas l'utilisation de la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation d'un actif financier.

Exemple de question 21

Collectif crème glacée (CCG) est une petite chaîne de magasins de crème glacée. Récemment, la propriétaire de CCG a décidé qu'il était peut-être temps d'acheter une nouvelle machine à crème glacée. Des machines similaires neuves coûtent environ 25 000 \$. La propriétaire n'est pas certaine de vendre la machine actuelle, mais si elle le fait, elle estime pouvoir en obtenir environ 3 000 \$. Si CCG continue d'utiliser la machine dans ses activités, la propriétaire croit qu'elle générera des flux de trésorerie annuels d'environ 2 500 \$ pour chacune des quatre prochaines années avant d'être mise au rebut. La machine a une valeur comptable de 9 000 \$. CCG présente ses états financiers selon les NCECF.

Lequel des énoncés suivants explique le mieux si la machine est dépréciée?

- a. Non, la machine n'est pas dépréciée, car la somme de ses flux de trésorerie non actualisés excède la valeur comptable de l'actif.
- b. Non, la machine n'est pas dépréciée, car elle continuera de générer des flux de trésorerie positifs dans les années à venir.
- c. Oui, la machine est dépréciée, car le prix d'achat d'une nouvelle machine excède la valeur comptable de l'actif.
- d. Oui, la machine est dépréciée, car la valeur comptable excède la juste valeur de l'actif.

Solution :

A. Bonne réponse.

Le chapitre 3063 des NCECF, *Dépréciation d'actifs à long terme* fournit des indications à cet égard. Les paragraphes .04 et .05 indiquent ce qui suit :

« Une perte de valeur doit être constatée lorsque la valeur comptable d'un actif à long terme n'est pas recouvrable et qu'elle excède la juste valeur de l'actif. La valeur comptable d'un actif à long terme n'est pas recouvrable si elle excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de l'actif. »

Dans ce cas, la somme des flux de trésorerie non actualisés est de $2\,500 \$ \times 4 = 10\,000 \$$, ce qui est supérieur à la valeur comptable de l'actif de 9 000 \$.

B. Mauvaise réponse.

Les paragraphes .04 et .05 du chapitre 3063 des NCECF indiquent ce qui suit :

« Une perte de valeur doit être constatée lorsque la valeur comptable d'un actif à long terme n'est pas recouvrable et qu'elle excède la juste valeur de l'actif. La valeur comptable d'un actif à long terme n'est pas recouvrable si elle excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de l'actif. »

La capacité d'un actif à générer des flux de trésorerie positifs dans les années à venir ne signifie pas nécessairement qu'il n'est pas déprécié.

- C. Mauvaise réponse. Il est normal que le prix d'achat d'une nouvelle machine soit supérieur à la valeur comptable d'une machine plus vieille qui est amortie depuis trois ans. Ce n'est pas un indicateur de dépréciation.
- D. Mauvaise réponse. Bien que la dépréciation corresponde à l'écart entre la valeur comptable d'un actif et sa juste valeur selon le chapitre 3063 des NCECF, un actif doit d'abord échouer au test de recouvrabilité avant qu'une perte de valeur ne soit comptabilisée. Comme les flux de trésorerie futurs non actualisés continuent d'excéder la valeur comptable de l'actif, la machine à crème glacée n'est pas dépréciée.

Exemple de question 22

Une société qui présente ses états financiers selon les IFRS conclut un contrat de location de trois ans pour de l'équipement de bureau le 1^{er} janvier de l'année 1. Les paiements de location annuels de 12 000 \$ sont exigibles à la fin de chaque année. Le taux implicite du contrat de location est de 6 %. La valeur actualisée des paiements de location est de 32 076 \$.

Lequel des montants suivants la société comptabiliserait-elle comme obligation locative à la date de début?

- a. 32 076 \$
- b. 36 000 \$
- c. 20 076 \$
- d. 24 000 \$

Solution :

- A. Bonne réponse. Selon IFRS 16 *Contrats de location*, l'obligation locative à la date de début est évaluée à la valeur actualisée des paiements de location restants, actualisés au taux implicite du contrat si celui-ci est connu. L'actualisation des trois paiements annuels de 12 000 \$ à 6 % donne une valeur actualisée de 32 076 \$. Comme les paiements sont effectués à la fin de chaque année, le montant comptabilisé à la date de début du contrat de location correspond à la valeur actualisée de l'ensemble des paiements.
- B. Mauvaise réponse. Ce montant correspond à la somme non actualisée des trois paiements de 12 000 \$. IFRS 16 exige que l'obligation locative soit évaluée à la valeur actualisée des paiements de location futurs et non selon un total non actualisé.
- C. Mauvaise réponse. Ce montant correspond à la valeur actualisée des paiements de location futurs, diminuée du premier paiement de 12 000 \$. Ce serait la bonne réponse si les paiements de location étaient exigibles au début de chaque année, ce qui signifierait que le premier paiement serait effectué au début du contrat de location et serait donc déduit du total de l'obligation de location. Comme les paiements de location sont exigibles à la fin de chaque année, cette réponse exclut à tort ce paiement initial.
- D. Mauvaise réponse. Ce montant correspond à la somme non actualisée des paiements de 12 000 \$, diminuée du premier paiement de 12 000 \$. IFRS 16 exige une évaluation de l'obligation locative à la valeur actualisée des paiements de location futurs et non selon un total non actualisé. De plus, comme les paiements de location sont exigibles à la fin de chaque année, cette réponse exclut à tort ce paiement initial.

Exemple de question 23

Vous, CPA, aidez une nouvelle petite entreprise à mettre en place ses systèmes d'information financière. La direction sait qu'elle peut choisir d'appliquer la méthode PEPS ou la méthode du coût moyen pondéré pour l'évaluation des stocks et elle souhaite comprendre les incidences de ce choix. Actuellement, le prix des marchandises est à la hausse. L'entreprise applique les NCECF.

Lequel des énoncés suivants décrit le mieux l'incidence du choix de la méthode d'évaluation des stocks sur le résultat net de l'entreprise?

- a. Le choix de la méthode PEPS entraînera un coût des marchandises vendues plus faible et un résultat net plus élevé dans un contexte de hausse des prix. La méthode du coût moyen pondéré calcule un coût moyen par unité sur la période, ce qui atténue globalement les fluctuations de prix (et leur incidence sur le résultat).
- b. Le choix de la méthode PEPS entraînera un coût des marchandises vendues plus élevé et un résultat net plus faible dans un contexte de hausse des prix. La méthode du coût moyen pondéré peut produire des résultats trompeurs puisqu'elle atténue l'incidence des fluctuations de prix sur le résultat.
- c. Le choix de la méthode n'aura aucune incidence nette sur le coût des marchandises vendues ni sur le résultat net chaque année, puisque le coût total des stocks devra ultimement être passé en charges.
- d. Le choix de la méthode n'aura aucune incidence nette sur le coût des marchandises vendues ni sur le résultat net chaque année, puisque la société doit évaluer les stocks au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation dans les deux cas.

Solution :

- A. Bonne réponse. La méthode PEPS attribue les coûts les plus anciens (plus faibles) au coût des marchandises vendues, ce qui réduit les charges et augmente le résultat net lorsque les prix sont en hausse. Souvent utilisée pour simplifier la comptabilisation, la méthode du coût moyen pondéré lisse l'incidence sur le résultat.
- B. Mauvaise réponse. En période de hausse des prix, la méthode PEPS fait augmenter le résultat net. La méthode du coût moyen pondéré lisse l'incidence sur le résultat, mais ne vise pas à produire un résultat trompeur au fil du temps.
- C. Mauvaise réponse. Bien que le total des coûts passés en charges finisse par être le même qu'on utilise la méthode PEPS ou la méthode du coût moyen pondéré, le moment de leur constatation diffère selon la méthode, ce qui influe sur le coût des marchandises vendues et le résultat net de chaque période.
- D. Mauvaise réponse. Le principe du moindre du coût et de la valeur nette de réalisation est une méthode d'évaluation distincte qui n'élimine pas les différences entre les choix de méthodes comptables de détermination du coût. La méthode PEPS et la méthode du coût moyen pondéré génèrent tout de même un coût des marchandises vendues et un résultat différents.

Exemple de question 24

Bien-  tre Vital inc. est un studio de bien-être qui offre des services de régénération, tels que la thérapie par contraste (sauna et bain froid). Bien-  tre Vital a récemment acheté de nouveaux équipements de sauna pour 125 000 \$. L'entreprise a engagé des coûts supplémentaires, soit 5 000 \$ pour le transport, 7 000 \$ pour l'installation, 3 200 \$ pour la formation du personnel à l'utilisation du nouvel équipement et 1 100 \$ pour un   v  nement promotionnel de lancement auprès des membres. Bien-  tre Vital présente ses   tats financiers selon les NCECF.

Lequel des montants suivants Bien-  tre Vital inscrirait-elle à l'actif comme coût du nouvel équipement?

- a. 137 000 \$
- b. 140 200 \$
- c. 136 300 \$
- d. 141 300 \$

Solution :

- A. Bonne réponse. Conformément au chapitre 3061 des NCECF, *Immobilisations corporelles*, le coût d'une immobilisation corporelle comprend le prix d'achat ainsi que les frais directement rattachés au fait d'amener l'actif dans l'état nécessaire à son utilisation prévue, tels que le transport et l'installation. Par conséquent, Bien-  tre Vital doit inscrire à l'actif le prix d'achat (125 000 \$), le transport (5 000 \$) et l'installation (7 000 \$), pour un total de 137 000 \$. La formation du personnel (3 200 \$) et l'  v  nement promotionnel de lancement (1 100 \$) ne sont pas directement rattachés à la préparation de l'actif à son utilisation prévue et doivent être passés en charges.
- B. Mauvaise réponse. Le montant de 140 200 \$ comprend le prix d'achat (125 000 \$), le transport (5 000 \$) et l'installation (7 000 \$), mais inclut à tort la formation (3 200 \$). La formation du personnel n'est pas directement rattachée à la préparation de l'actif à son utilisation et doit être passée en charges.
- C. Mauvaise réponse. Le montant de 136 300 \$ comprend le prix d'achat (125 000 \$), l'installation (7 000 \$), la formation du personnel (3 200 \$) et l'  v  nement promotionnel de lancement (1 100 \$). Il exclut le transport (5 000 \$) et inclut les coûts liés à la formation du personnel et à l'  v  nement promotionnel de lancement, ce qui n'est pas approprié. Les frais de transport nécessaires à l'acheminement de l'équipement à son emplacement sont directement rattachés à la préparation de l'actif à son utilisation et doivent être inscrits à l'actif.
- D. Mauvaise réponse. Cette option inclut à tort à la fois la formation (3 200 \$) et l'  v  nement promotionnel de lancement (1 100 \$), en plus du prix d'achat, du transport et de l'installation. Selon les NCECF, ces coûts doivent être passés en charges et non inscrits à l'actif.

Exemple de question 25

Bien-être Vital inc. est un studio de bien-être de Vancouver qui offre des services de régénération, tels que la thérapie par contraste (sauna et bain froid) et la thérapie par la lumière rouge. Bien-être Vital vend des abonnements annuels pour 1 500 \$, qui offrent un accès illimité au studio pendant un an. Le 1^{er} septembre 2027, Bien-être Vital a vendu 125 abonnements, couvrant la période du 1^{er} septembre 2027 au 31 août 2028. Bien-être Vital applique les NCECF.

Lequel des montants suivants Bien-être Vital comptabiliserait-elle pour l'exercice clos le 31 décembre 2027 à titre de produits tirés des abonnements?

- a. 62 500 \$
- b. 15 625 \$
- c. 125 000 \$
- d. 187 500 \$

Solution :

- A. Bonne réponse. Conformément au chapitre 3400 des NCECF, *Produits*, les produits résultant de la prestation de services sont comptabilisés au fur et à mesure que les services sont rendus. Les abonnements couvrent une période de 12 mois (du 1^{er} septembre 2027 au 31 août 2028), mais seulement quatre mois (de septembre à décembre) se rapportent à l'exercice 2027. Les produits mensuels par abonnement sont de $1\,500 \$ \div 12 = 125 \$$. Les produits comptabilisés par abonnement sont de $125 \$ \times 4 = 500 \$$. Pour 125 abonnements, les produits comptabilisés en 2027 sont de $500 \$ \times 125 = 62\,500 \$$.
- B. Mauvaise réponse. Cette option suppose que les produits doivent être comptabilisés pour un seul mois. Les produits mensuels par abonnement sont de 125 \$ et, pour 125 abonnements, cela donne 15 625 \$, ce qui sous-estime les produits gagnés au cours des quatre mois de services fournis en 2027.
- C. Mauvaise réponse. Ce montant représente le solde des produits différés au 31 décembre 2027. La trésorerie totale reçue est de 187 500 \$ ($1\,500 \$ \times 125$). Après la comptabilisation de 62 500 \$ à titre de produits, le solde de 125 000 \$ se rapporte aux services à fournir en 2028 et doit être comptabilisé en produits différés.
- D. Mauvaise réponse. Cette option suppose à tort que la totalité du montant des abonnements ($187\,500 \$ = 1\,500 \$ \times 125$) doit être comptabilisée à titre de produits au moment de l'encaissement.

Prise de décision en matière de gestion et systèmes/technologies d'information (données)

Exemple de question 26

Une entreprise envisage d'adopter une méthodologie d'amélioration continue, telle que Lean ou Six Sigma, afin d'améliorer sa performance opérationnelle. La direction s'attend à des avantages à long terme, mais s'inquiète des répercussions à court terme.

Lequel des énoncés suivants décrit le mieux un avantage clé et un inconvénient clé de la mise en œuvre d'initiatives d'amélioration continue?

- a. Elles peuvent réduire le gaspillage et améliorer l'efficacité des processus, mais peuvent nécessiter d'importants coûts initiaux de formation et de mise en œuvre.
- b. Elles peuvent accroître la rentabilité dans l'immédiat, mais peuvent réduire la qualité des produits pendant la période de transition.
- c. Elles peuvent éliminer le besoin de systèmes de mesure de la performance, mais peuvent accroître le roulement du personnel.
- d. Elles garantissent des réductions de coûts à long terme, mais peuvent limiter la capacité de l'organisation à répondre aux besoins des clients.

Solution :

- A. Bonne réponse. Les approches d'amélioration continue visent à rationaliser les activités et à éliminer les étapes sans valeur ajoutée, ce qui réduit le gaspillage et améliore l'efficacité des processus. Toutefois, la mise en place de ces initiatives nécessite généralement des investissements initiaux importants en perfectionnement du personnel, en ressources affectées au projet et en gestion du changement, ce qui entraîne des coûts de formation et de mise en œuvre notables au départ.
- B. Mauvaise réponse. Bien que les améliorations des processus puissent ultimement favoriser une hausse de la rentabilité, il est irréaliste de supposer une augmentation immédiate du profit, surtout compte tenu de la courbe d'apprentissage et des perturbations initiales. De plus, les cadres d'amélioration continue mettent généralement l'accent sur l'amélioration de la qualité plutôt que d'accepter une diminution de la qualité des produits pendant la transition.
- C. Mauvaise réponse. L'amélioration continue repose fortement sur des mesures de performance, des tableaux de bord et des indicateurs clés pour le suivi des progrès; elle n'élimine donc pas la nécessité de systèmes de mesure. Bien qu'un changement mal géré puisse avoir une incidence sur la rétention, l'augmentation du roulement du personnel n'est pas un inconvénient inhérent à ces initiatives.
- D. Mauvaise réponse. Aucune méthodologie d'amélioration ne peut garantir des réductions de coûts, car les résultats dépendent de l'exécution, du contexte et de la gouvernance. Correctement mises en œuvre, ces initiatives améliorent généralement la capacité de réponse aux clients en réduisant la durée de cycle et en améliorant la fiabilité, plutôt que de diminuer cette capacité.

Exemple de question 27

Un détaillant en ligne de taille moyenne vend des articles de décoration intérieure et a éprouvé des difficultés liées à des marges inégales en raison de changements fréquents de prix par ses concurrents. L'entreprise envisage de mettre en œuvre un outil de tarification fondé sur l'intelligence artificielle (IA). Le système d'IA analyserait le comportement des clients, les prix des concurrents et les tendances historiques des ventes afin de recommander des ajustements de prix en temps réel.

Lequel des énoncés suivants décrit le mieux la manière dont un tel système pourrait améliorer les décisions de tarification de l'entreprise?

- a. Le système peut cerner les tendances de demande et la disposition à payer des clients, ce qui permettrait à l'entreprise d'ajuster les prix afin de maximiser les revenus et les marges.
- b. Le système éliminera la nécessité pour les gestionnaires d'examiner les décisions de tarification, puisqu'il peut entièrement automatiser le processus.
- c. Le système fera que tous les articles seront tarifés selon le même pourcentage de marge, ce qui simplifiera l'information financière.
- d. Le système entraînera l'élimination de tous les rabais, puisque l'analytique avancée privilégie toujours les prix courants complets.

Solution :

- A. Bonne réponse. Les techniques d'intelligence artificielle, telles que l'apprentissage machine, peuvent détecter des tendances de demande, segmenter la clientèle et estimer la sensibilité aux prix, ce qui soutient des stratégies de tarification dynamique visant à améliorer à la fois les revenus et les marges, plutôt que de simplement s'aligner sur les prix des concurrents.
- B. Mauvaise réponse. Même avec des outils d'analytique avancée, une surveillance par la direction demeure nécessaire afin de définir les objectifs, de surveiller les résultats et d'assurer que les décisions de tarification sont conformes à la stratégie et aux autres exigences.
- C. Mauvaise réponse. Des pourcentages de marge uniformes pour tous les articles ne tiennent pas compte des différences de demande, de concurrence ou d'importance stratégique et peuvent réduire la rentabilité globale.
- D. Mauvaise réponse. L'analytique avancée peut recommander des rabais dans certaines situations, notamment pour l'écoulement de stocks ou la réponse à des fluctuations de la demande, plutôt que de toujours privilégier les prix courants complets.

Exemple de question 28

Une entreprise fabrique un produit dont les coûts variables sont de 30 \$ par unité et dont les coûts fixes totaux s'élèvent à 150 000 \$. L'entreprise prévoit fabriquer et vendre 10 000 unités et utilise une méthode de tarification fondée sur le coût de revient majoré, la majoration étant de 25 % sur le coût unitaire total.

Quel serait le prix de vente par unité?

- a. 56,25 \$
- b. 37,50 \$
- c. 45,00 \$
- d. 55,00 \$

Solution :

- A. Bonne réponse. On obtient le coût unitaire total en additionnant les coûts variables par unité et les coûts fixes par unité. Le coût fixe par unité est de $150\,000 \$ \div 10\,000 \text{ unités} = 15 \$$. Le coût unitaire total est donc de $30 \$ + 15 \$ = 45 \$$. L'application d'une majoration de 25 % sur le coût unitaire total donne un prix de vente de $45 \$ \times 1,25 = 56,25 \$$ par unité.
- B. Mauvaise réponse. Ce montant découle de l'application inappropriée de la majoration de 25 % uniquement aux coûts variables par unité ($30 \$ \times 1,25$), ce qui entraîne un prix de vente par unité insuffisant.
- C. Mauvaise réponse. Ce montant correspond au coût unitaire total (coûts variables de 30 \$ plus les coûts fixes par unité de 15 \$) sans aucune majoration, ce qui ne tient pas compte de la marge bénéficiaire de 25 % exigée dans le cadre de la tarification fondée sur le coût de revient majoré.
- D. Mauvaise réponse. Ce montant reflète l'ajout de 25 \$ aux coûts variables par unité de 30,00 \$, plutôt que l'application d'une majoration de 25 % sur le coût unitaire total, ce qui entraîne un prix de vente sous-évalué.

Exemple de question 29

Une entreprise de taille moyenne envisage de remplacer son logiciel comptable existant par un progiciel de gestion intégré (ERP) qui intègre les fonctions finances, gestion des stocks et ressources humaines.

Quel est le principal avantage de la mise en œuvre d'un système ERP?

- a. Il intègre les données des différentes fonctions de l'entreprise, ce qui améliore la cohérence de l'information et son accessibilité.
- b. Il élimine la nécessité des audits financiers grâce à l'automatisation des contrôles internes.
- c. Il remplace le processus d'établissement des budgets en fournissant des résultats financiers en temps réel.
- d. Il élimine la nécessité d'un examen par la direction de l'information financière grâce à des analyses automatisées.

Solution :

- A. Bonne réponse. Une plateforme ERP relie les informations de différents services dans une base de données unique, ce qui réduit la duplication des données et améliore la fiabilité et la disponibilité de l'information aux fins de la prise de décision.
- B. Mauvaise réponse. Bien que les systèmes ERP puissent soutenir les contrôles internes, ils n'éliminent pas l'exigence d'audits financiers indépendants, lesquels demeurent souvent nécessaires à des fins de certification et de conformité réglementaire.
- C. Mauvaise réponse. L'information en temps réel peut éclairer l'établissement des budgets, mais elle ne remplace pas les processus formels de planification et de budgétisation, qui demeurent nécessaires pour l'établissement d'objectifs et l'allocation des ressources.
- D. Mauvaise réponse. Les analyses automatisées peuvent appuyer l'analyse, mais l'examen par la direction et le scepticisme professionnel demeurent essentiels pour l'interprétation des résultats et la prise de décision.

Exemple de question 30

Une entreprise engage les coûts suivants pour produire 1 000 unités :

Type de coût	Montant (\$)
Matières premières	15 000
Main-d'œuvre directe	10 000
Coûts indirects variables	5 000
Coûts indirects fixes	20 000

Quels sont les coûts variables par unité?

- a. 30,00 \$
- b. 25,00 \$
- c. 50,00 \$
- d. 20,00 \$

Solution :

- A. Bonne réponse. On obtient les coûts variables par unité en additionnant tous les coûts variables et en divisant le total par le nombre d'unités. Les coûts variables comprennent les matières premières (15 000 \$), la main-d'œuvre directe (10 000 \$) et les coûts indirects variables (5 000 \$), pour un total de 30 000 \$, ce qui donne des coûts variables par unité de 30 \$ ($30\,000 \$ \div 1\,000$).
- B. Mauvaise réponse. Un montant de 25 \$ par unité résulte de l'exclusion erronée des coûts indirects variables du calcul, ce qui donne des coûts variables totaux de 25 000 \$, divisés par 1 000 unités. Cette réponse ne tient pas compte de l'ensemble des coûts variables.
- C. Mauvaise réponse. On obtient un montant de 50 \$ par unité en divisant les coûts totaux de 50 000 \$ (y compris les coûts indirects fixes) par 1 000 unités. Cette réponse combine les coûts fixes et variables et ne représente donc pas les coûts variables par unité.
- D. Mauvaise réponse. Un montant de 20 \$ par unité résulte de l'exclusion erronée de la main-d'œuvre directe du calcul, ce qui donne des coûts variables totaux de 20 000 \$, divisés par 1 000 unités. Cette réponse ne tient pas compte de l'ensemble des coûts variables.

Exemple de question 31

Une entreprise vend un produit au prix de 80 \$ l'unité. Les coûts variables par unité sont de 50 \$ et les coûts fixes totaux s'élèvent à 90 000 \$.

Quel est le seuil de rentabilité en unités?

- a. 3 000 unités
- b. 1 800 unités
- c. 1 125 unités
- d. 692 unités

Solution :

- A. Bonne réponse. On obtient le seuil de rentabilité en unités en divisant les coûts fixes totaux par la marge sur coûts variables par unité. La marge sur coûts variables par unité correspond au prix de vente par unité moins les coûts variables par unité, soit 30 \$ (80 \$ - 50 \$) dans ce cas. Si on divise les coûts fixes de 90 000 \$ par 30 \$, on obtient un seuil de rentabilité de 3 000 unités. Il s'agit du niveau des ventes où les revenus totaux sont égaux aux coûts totaux et où le bénéfice est nul.
- B. Mauvaise réponse. On obtient cette valeur en divisant les coûts fixes de 90 000 \$ par les coûts variables par unité de 50 \$. Elle ne tient pas compte du prix de vente par unité. Avec une marge sur coûts variables de 30 \$ par unité, 1 800 unités ne couvriraient que 54 000 \$ des coûts fixes de 90 000 \$, ce qui laisserait 36 000 \$ de coûts fixes non couverts.
- C. Mauvaise réponse. On obtient cette valeur en divisant les coûts fixes de 90 000 \$ par le prix de vente par unité de 80 \$. Elle ne tient pas compte des coûts variables par unité. Avec une marge sur coûts variables de 30 \$ par unité, 1 125 unités ne couvriraient que 33 750 \$ des coûts fixes de 90 000 \$, ce qui laisserait 56 250 \$ de coûts fixes non couverts.
- D. Mauvaise réponse. On obtient cette valeur en divisant les coûts fixes de 90 000 \$ par la somme du prix de vente et des coûts variables par unité (80 \$ + 50 \$ = 130 \$). Elle ne tient pas compte des coûts variables par unité. Avec une marge sur coûts variables de 30 \$ par unité, 692 unités ne couvriraient que 20 760 \$ des coûts fixes de 90 000 \$, ce qui laisserait 69 240 \$ de coûts fixes non couverts.

APPRENTISSAGE DES BASES

Certification et confiance

Exemple de question 32

SuperTech inc. est une société ouverte qui aspire à « faire progresser les solutions d'affaires au moyen de l'innovation technologique ». Elle espère obtenir du financement bientôt pour lancer un nouveau projet. La réalisation de l'audit des états financiers de l'exercice 2026 a été confiée à un nouveau cabinet d'audit.

Lequel des facteurs suivants augmente le risque d'anomalies significatives au niveau des états financiers?

- a. SuperTech inc. espère obtenir du financement dans un avenir rapproché.
- b. SuperTech inc. exerce ses activités dans le secteur en évolution rapide des technologies.
- c. Le cabinet d'audit est nouveau et pourrait ne pas être suffisamment familier avec SuperTech inc.
- d. Le nouveau projet pourrait exiger que les employés y consacrent du temps.

Solution :

- A. **Bonne réponse.** SuperTech pourrait se sentir poussée à présenter des résultats financiers solides dans ses états financiers afin d'obtenir le financement. Par conséquent, elle pourrait manipuler les états financiers.
- B. Mauvaise réponse. L'évolution rapide du secteur des technologies pourrait faire augmenter le risque au niveau des assertions (p. ex., évaluation des immobilisations incorporelles) mais, à elle seule, elle n'accroît pas le risque d'anomalies significatives au niveau des états financiers.
- C. Mauvaise réponse. Comme il s'agit d'une nouvelle mission pour le cabinet, ce dernier devra effectuer des travaux supplémentaires pour se familiariser. Ces travaux pourraient faire augmenter le risque que l'auditeur détecte des erreurs qui sont présentes (d'où la réalisation de travaux supplémentaires pour atténuer ce risque), mais ils ne font pas augmenter le risque que les états financiers comportent déjà des anomalies significatives.
- D. Mauvaise réponse. Un nouveau projet peut effectivement nécessiter qu'on y consacre du temps, mais cela ne signifie pas qu'il ferait augmenter le risque d'anomalies significatives. Compte tenu de l'ampleur des exigences réglementaires qu'une société ouverte doit respecter, les employés des finances et de la comptabilité devraient être relativement avertis et peu susceptibles d'être touchés par une obligation de consacrer du temps supplémentaire à un nouveau projet dont l'ampleur est telle que le risque d'anomalies significatives est modifié.

Exemple de question 33

Par le passé, un auditeur a utilisé une stratégie d'audit mixte à l'égard du cycle des ventes chez un client existant dont l'exercice se termine en décembre. Au cours de l'exercice considéré, les volumes de vente du client ont fortement augmenté lorsque ses produits sont devenus viraux en ligne. En conséquence, le commis aux ventes a pris du retard dans l'enregistrement des transactions. En octobre, la direction a embauché un adjoint temporaire pour aider le commis aux ventes afin d'effectuer l'entrée des données et de rattraper le retard avant la fin de l'exercice. Les processus et autorisations du cycle des ventes demeurent par ailleurs inchangés.

Quelle stratégie d'audit la plus appropriée l'auditeur planifiera-t-il pour l'exercice considéré, compte tenu de ces circonstances?

- a. Réévaluer l'appui prévu sur les contrôles et effectuer des tests supplémentaires des contrôles pour les périodes touchées par l'augmentation des volumes et les changements de personnel.
- b. Maintenir la stratégie mixte de l'exercice précédent et conserver le même niveau de confiance à l'égard des contrôles, puisque les processus sous-jacents n'ont pas changé.
- c. Passer à une stratégie entièrement corroborative pour l'exercice et éliminer les tests de contrôles à l'égard du cycle des ventes en raison du changement de personnel.
- d. Se concentrer principalement sur une procédure de corroboration des soldes de fin d'exercice des produits des activités ordinaires et des comptes clients, puisque le changement de personnel est survenu tard dans l'année.

Solution :

- A. Bonne réponse. L'augmentation des volumes de vente et l'ajout d'un adjoint temporaire chargé de l'entrée de données accroissent les risques d'erreurs et de défaillance des contrôles, surtout dans le traitement des transactions. L'auditeur doit réévaluer l'appui sur les contrôles, effectuer des tests ciblés des contrôles pour les périodes concernées (y compris le travail du nouvel employé) et accroître les procédures de corroboration lorsque l'appui sur les contrôles ne peut être justifié. Cela correspond à une stratégie mixte fondée sur les risques.
- B. Mauvaise réponse. Bien que le processus puisse sembler similaire, l'efficacité du fonctionnement des contrôles peut avoir changé en raison des pressions liées au volume et de la participation d'un nouvel employé à l'entrée de données. Le fait de ne pas réévaluer l'appui sur les contrôles est inapproprié.
- C. Mauvaise réponse. Le passage à une stratégie entièrement corroborative peut être excessivement prudent et inefficace, surtout pour un client existant dont les contrôles ont historiquement été efficaces. La réponse appropriée consiste à procéder à une réévaluation, et non à un abandon.
- D. Mauvaise réponse. Les produits des activités ordinaires constituent un flux de transactions qui s'étend sur l'ensemble de l'exercice, et les risques découlant de

l'augmentation des volumes et du changement de personnel ne seraient pas traités adéquatement si on se concentrait uniquement sur les soldes de fin d'exercice.

Exemple de question 34

Vous êtes un CPA auditeur qui examine les contrôles internes relatifs aux achats, aux comptes fournisseurs et aux décaissements chez Fabrication Pointe granite inc. Vous notez ce qui suit :

- Le directeur des achats prépare les bons de commande et les approuve également, quel que soit le montant.
- Le personnel de l'entrepôt prépare les bordereaux de réception, et le commis aux comptes fournisseurs les rapproche des bons de commande et des factures des fournisseurs avant d'enregistrer les comptes fournisseurs.
- Le commis aux comptes fournisseurs peut ajouter et modifier les informations du fichier maître des fournisseurs, prépare les lots de paiement, imprime les chèques avec une signature en fac-similé et envoie les chèques par la poste aux fournisseurs.
- Le commis aux comptes fournisseurs prépare le rapprochement bancaire mensuel, lequel n'est pas passé en revue par une autre personne.

Lequel des énoncés suivants présente une analyse juste de l'efficacité de ces contrôles?

- a. Les contrôles présentent d'importantes faiblesses parce qu'il n'y a pas de séparation adéquate des tâches clés du cycle des achats et des décaissements : le commis aux comptes fournisseurs peut créer ou modifier les fournisseurs, inscrire des comptes fournisseurs, effectuer les paiements, et préparer des rapprochements bancaires qui ne sont pas passés en revue, ce qui augmente le risque de paiements non autorisés ou frauduleux.
- b. Les contrôles semblent être globalement efficaces puisque le commis aux comptes fournisseurs effectue un rapprochement en trois points des bons de commande, des bordereaux de réception et des factures des fournisseurs avant d'enregistrer les comptes fournisseurs, ce qui élimine le risque d'erreurs ou de fraude dans les décaissements.
- c. Le principal problème est que le directeur des achats prépare et approuve les bons de commande, mais le contrôle solide que fournit le commis aux comptes fournisseurs, qui effectue toutes les étapes subséquentes, réduit le risque global d'anomalies.
- d. Les contrôles sont acceptables puisque les faiblesses liées à la séparation des tâches sont compensées par le rapprochement bancaire mensuel préparé par le commis aux comptes fournisseurs, qui garantit la détection de tous les paiements non autorisés.

Solution :

- A. Bonne réponse. Cet énoncé présente une analyse juste des contrôles puisqu'il met en évidence un problème majeur de séparation des tâches. Le commis aux comptes fournisseurs peut créer ou modifier les fournisseurs, inscrire des comptes fournisseurs, effectuer les paiements, et préparer des rapprochements bancaires qui ne sont pas passés en revue. Cette concentration des tâches permet à une même personne de créer, d'effectuer et de dissimuler des paiements non autorisés ou frauduleux, ce qui constitue une faiblesse importante des contrôles.

- B. Mauvaise réponse. Un rapprochement en trois points est un bon contrôle, mais il n'« élimine » pas le risque d'erreurs ou de fraude, surtout lorsqu'une seule personne contrôle la création des comptes fournisseurs, le traitement des paiements et les rapprochements. Cette option ignore les problèmes de séparation des tâches et surestime l'efficacité du contrôle.
- C. Mauvaise réponse. Cette option relève correctement un problème lié au fait que le directeur des achats prépare et approuve les bons de commande, mais considère ensuite à tort que le fait que le commis aux comptes fournisseurs effectue « toutes les étapes subséquentes » constitue une force. En réalité, la réalisation de toutes ces tâches par une seule personne accroît le risque et constitue une faiblesse majeure, non un facteur atténuant.
- D. Mauvaise réponse. Le fait de se fier à un rapprochement bancaire mensuel préparé par le même commis aux comptes fournisseurs, sans révision indépendante, ne compense pas une séparation inadéquate des tâches. La personne qui pourrait effectuer un paiement non autorisé est également en mesure de le dissimuler, si bien que ce rapprochement ne garantit pas la détection de tels paiements.

Mégadonnées et analyse des données

Les résultats d'apprentissage pour cette compétence sont les mêmes tant pour l'Évaluation des connaissances que pour l'Apprentissage des bases. Voir l'Évaluation des connaissances pour des exemples de questions.

Prise de décisions éthiques et Gouvernance organisationnelle/gouvernance des données

Exemple de question 35

Éthika inc., une société cotée en bourse, a récemment déclaré que la gérance de l'environnement fait partie de ses valeurs fondamentales. Son conseil d'administration se demande comment harmoniser au mieux cette valeur avec ses responsabilités en matière de gouvernance.

Laquelle des actions du conseil suivantes démontre le mieux une réelle adéquation entre cette valeur déclarée et la stratégie de durabilité de la société?

- a. Le conseil intègre les risques environnementaux significatifs dans sa surveillance de la gestion des risques de l'entreprise, communique ces risques dans son rapport de gestion et lie ses décisions stratégiques à la gérance de l'environnement.
- b. Le conseil délègue la responsabilité de la surveillance environnementale à la fonction de durabilité de l'entreprise et approuve le rapport annuel sur la durabilité avant son dépôt.
- c. Le conseil demande à la direction d'adopter un ensemble de normes volontaires de présentation de l'information en matière de durabilité, comme les normes de la Global Reporting Initiative (GRI), et de présenter les résultats sur une base régulière.
- d. Le conseil fixe un objectif de carboneutralité qui doit être atteint d'ici 10 ans.

Solution :

- A. Bonne réponse. L'harmonisation des valeurs fondamentales déclarées et des responsabilités de gouvernance signifie que le conseil doit exercer une surveillance active des risques environnementaux dans le cadre de la gestion des risques de l'entreprise. La cohérence entre les valeurs déclarées et les décisions stratégiques constitue un indicateur fort d'une véritable harmonisation de la gouvernance.
- B. Mauvaise réponse. Déléguer la surveillance à l'équipe de durabilité et limiter le rôle du conseil à l'approbation passive du rapport annuel n'est pas suffisant pour assurer l'harmonisation des valeurs fondamentales avec les responsabilités de gouvernance. Le conseil demeure responsable de la surveillance des risques significatifs, y compris ceux liés à la gérance de l'environnement.
- C. Mauvaise réponse. Bien que l'adoption d'un cadre volontaire de présentation de l'information, comme celui de la GRI, et la publication régulière des résultats constituent une pratique exemplaire, ces mesures ne suffisent pas, à elles seules, à l'acquittement des responsabilités de gouvernance du conseil. L'adoption de normes volontaires et la communication des résultats n'ont de valeur que dans la mesure où le conseil participe à la présentation de cette information, surveille les résultats et cherche à améliorer ces derniers.
- D. Mauvaise réponse. L'établissement d'une cible de réduction des émissions ne permet pas nécessairement au conseil de s'acquitter de ses responsabilités de gouvernance, y compris ses obligations fiduciaires ou d'information.

Le conseil doit s'assurer que la cible est significative, qu'il a pris en compte les risques et les occasions pertinents en matière de durabilité, qu'il entend suivre les progrès vers cette cible et qu'il prend des décisions stratégiques en cohérence avec celle-ci, tout en reliant la cible aux valeurs déclarées de l'entreprise.

Exemple de question 36

Laquelle des réponses suivantes décrit le mieux une pratique saine de gouvernance des données pour une organisation de services qui gère les renseignements sur les clients à l'échelle de plusieurs unités fonctionnelles?

- a. Mettre en place un cadre formel de gouvernance des données qui établit clairement la responsabilité des renseignements sur les clients, les définitions de données normalisées, les contrôles d'accès consignés et un processus centralisé de surveillance de la qualité des données dans tous les services qui utilisent les données clients.
- b. Permettre à chaque service de concevoir ses propres règles informelles pour la collecte et le stockage des renseignements sur les clients, pourvu que le directeur du service approuve verbalement l'approche et que les données soient conservées sous n'importe quel format pratique.
- c. Limiter la gouvernance des données au service des finances, étant donné que l'information financière constitue le principal extrant, et permettre aux autres services de gérer les renseignements sur les clients de manière autonome sans supervision centralisée.
- d. Stocker tous les renseignements sur les clients dans une seule base de données partagée et permettre uniquement au service des TI de mettre à jour les dossiers, de résoudre les divergences ou d'apporter les modifications demandées par les différentes unités fonctionnelles.

Solution :

- A. Bonne réponse. Cette option reflète les pratiques exemplaires consistant à attribuer des responsabilités claires, à normaliser les définitions et l'utilisation des données clients, à contrôler les accès et à surveiller la qualité des données à l'échelle de l'organisation, ce qui favorise une utilisation cohérente et conforme des renseignements sur les clients dans toutes les fonctions.
- B. Mauvaise réponse. Cette option ne comporte pas de gouvernance formelle, de normalisation ni de contrôles consignés, ce qui accroît le risque de données clients incohérentes et peu fiables à l'échelle de l'organisation.
- C. Mauvaise réponse. Limiter la gouvernance au service des finances ignore le fait que les données clients sont utilisées dans de nombreuses fonctions, ce qui compromet la cohérence, la qualité et la conformité des utilisations non financières de ces renseignements.
- D. Mauvaise réponse. La centralisation des mises à jour au service des TI sans appropriation par les unités d'affaires ni processus de gouvernance clairs peut créer des goulots d'étranglement et ne traite pas des définitions de données, des normes de qualité ni de la responsabilité partagée.

Exemple de question 37

Un organisme sans but lucratif fondé il y a deux ans connaît une croissance rapide de ses programmes et de son financement. Son conseil d'administration est composé de neuf membres fondateurs, tous en poste depuis la fondation et arrivant à la fin de leur mandat initial de trois ans. Le conseil ne dispose d'aucun comité formel et continue d'intervenir fortement dans les décisions opérationnelles.

Quelle est l'évaluation la plus appropriée de l'efficacité du conseil d'administration?

- a. La structure et les activités du conseil peuvent limiter son efficacité, car l'absence de renouvellement, le fait qu'il n'y a aucun comité et l'intervention dans les opérations réduisent sa capacité à assurer une surveillance indépendante et une gouvernance stratégique.
- b. Le conseil demeure efficace parce que les membres fondateurs ont la meilleure compréhension de l'organisation et sont les mieux placés pour continuer à orienter à la fois la stratégie et les opérations.
- c. La structure et les activités du conseil sont généralement appropriées pour une organisation jeune et en croissance; toutefois, l'absence de comités peut limiter sa capacité à soutenir la croissance continue des programmes.
- d. L'efficacité du conseil est généralement appropriée à ce stade, puisque son intervention directe dans les opérations permet d'assurer une prestation efficace des programmes pendant une période de croissance.

Solution :

- A. Bonne réponse. Un conseil d'administration efficace doit prévoir un renouvellement et une indépendance, se concentrer sur la surveillance plutôt que sur les opérations et créer des comités (p. ex., gouvernance, finances) pour appuyer son mandat.
- B. Mauvaise réponse. Cette réponse est incomplète et donc moins appropriée. Bien que l'expérience soit importante, l'absence de renouvellement et d'indépendance peut réduire l'objectivité et l'efficacité de la gouvernance, surtout à mesure que l'organisation prend de l'ampleur.
- C. Mauvaise réponse. Cette réponse est incomplète. La structure des comités est importante, mais les problèmes touchent également la composition du conseil, son indépendance et la clarté des rôles.
- D. Mauvaise réponse. Cette réponse est inappropriée, car elle accorde trop d'importance à l'intervention dans les opérations. À mesure qu'une organisation grandit, son conseil d'administration doit se concentrer davantage sur la surveillance et la stratégie plutôt que sur la gestion des activités au quotidien.

Finance

Exemple de question 38

Technologies Clearwater inc. (TCI) est une société rentable et en croissance, dont la cote de crédit est solide. Elle cherche à obtenir 50 millions \$ de financement à long terme pour ses projets d'expansion. Les priorités du chef des finances sont de réduire autant que possible le coût du capital et de préserver la flexibilité financière. Le ratio dettes/capitaux propres de TCI s'établit actuellement à 0,3, ce qui est inférieur à la moyenne du secteur de 0,8.

Laquelle des sources de financement suivantes répond le mieux aux besoins de TCI?

- a. Émettre des obligations non garanties à long terme
- b. Émettre de nouvelles actions ordinaires dans le cadre d'une offre publique sur le marché secondaire
- c. Obtenir du financement par capital de risque
- d. Obtenir une ligne de crédit renouvelable

Solution :

- A. Bonne réponse. Cette option permet à une entreprise financièrement solide de lever des fonds importants, à taux fixe et à long terme, à un coût relativement faible sans dilution de l'actionnariat, et de préserver la flexibilité grâce à l'absence de mise en garantie d'actifs spécifiques.
- B. Mauvaise réponse. Cette option procure des capitaux permanents, mais elle augmente le coût des capitaux propres, dilue l'actionnariat existant et pourrait ne pas réduire au minimum le coût du capital global.
- C. Mauvaise réponse. Le capital de risque est généralement utilisé par des entreprises en démarrage ou à risque élevé, donne souvent lieu à une dilution importante de l'actionnariat et des droits de contrôle, et n'est pas approprié pour un émetteur établi et rentable.
- D. Mauvaise réponse. Cette option concerne le fonds de roulement et ne constitue pas un instrument approprié pour le financement de projets d'expansion à long terme.

Exemple de question 39

ABC inc. évalue un nouveau système d'emballage automatisé censé réduire les coûts de main-d'œuvre. Il y a deux ans, l'entreprise a dépensé 220 000 \$ pour des études d'ingénierie et des essais de prototypes propres à ce système. Si le projet est mis en œuvre, il nécessitera 900 000 \$ en équipement et 120 000 \$ supplémentaires en fonds de roulement, et il entraînerait l'abandon d'un produit existant générant une marge sur coûts variables annuelle de 85 000 \$. L'entreprise financerait le projet au moyen d'un emprunt bancaire de 1 000 000 \$ comportant des charges d'intérêts annuelles de 7 %.

Lequel des montants suivants serait exclu de l'analyse des flux de trésorerie différentiels aux fins de l'établissement du budget des immobilisations?

- a. Les 220 000 \$ liés aux études d'ingénierie et aux essais de prototypes
- b. Les 120 000 \$ supplémentaires en fonds de roulement
- c. Les 85 000 \$ de marge sur coûts variables perdue
- d. Les charges d'intérêts de 7 %

Solution :

- A. Bonne réponse. Les dépenses de développement passées constituent des coûts irrécupérables et sont donc exclues.
- B. Mauvaise réponse. L'augmentation du fonds de roulement représente un flux de trésorerie différentiel du projet et est donc incluse.
- C. Mauvaise réponse. La marge sur coûts variables d'un produit à laquelle la société doit renoncer uniquement si le projet va de l'avant constitue un coût d'opportunité et est donc incluse.
- D. Mauvaise réponse. Les coûts de financement sont pris en compte dans le taux d'actualisation, qui fait partie de l'analyse des flux de trésorerie différentiels.

Exemple de question 40

Équipement PrairieTech Ltée est une société à capital fermé qui fabrique de l'équipement agricole. La société prend de l'expansion dans les équipements d'agriculture de précision intégrant l'IA, comme les tracteurs autonomes, en réponse à l'augmentation de la demande sur le marché. La direction a préparé des prévisions qui font état de flux de trésorerie irréguliers et en croissance au cours des cinq prochaines années, compte tenu des investissements initiaux élevés et de l'amélioration des marges. La société a la capacité de poursuivre son exploitation, et les transactions comparables sont limitées dans ce marché émergent.

Quelle est la méthode la plus appropriée pour évaluer l'entreprise?

- a. La méthode des flux de trésorerie actualisés, car elle tient compte des flux de trésorerie variables et croissants et tient compte de l'incertitude dans un marché émergent.
- b. La méthode de la capitalisation des flux de trésorerie, car elle applique un taux unique aux bénéfices prévus et tient compte de la continuité d'exploitation.
- c. La méthode de la valeur de liquidation, car elle fournit une estimation prudente de la valeur de l'entreprise fondée sur la cession des actifs.
- d. La méthode fondée sur des multiples du marché, car les transactions comparables fournissent des points de référence observables pour des sociétés similaires.

Solution :

- A. Bonne réponse. La méthode des flux de trésorerie actualisés est appropriée lorsque les flux de trésorerie sont irréguliers et appelés à croître. Elle tient compte du calendrier, du risque et de l'évolution de la performance.
- B. Mauvaise réponse. La capitalisation suppose des flux de trésorerie stables, ce qui n'est pas approprié compte tenu de la variabilité et de la croissance dans ce scénario.
- C. Mauvaise réponse. La liquidation n'est pas appropriée pour une entreprise rentable en continuité d'exploitation qui n'a pas l'intention de cesser ses activités.
- D. Mauvaise réponse. Cette méthode est raisonnable, mais limitée en raison du faible nombre d'opérations comparables et des profils de croissance différents dans ce secteur émergent.

Information financière

Exemple de question 41

Logistique Roberval inc. (LRI) prépare ses états financiers selon les IFRS. LRI possède un camion de livraison ayant un coût d'origine de 200 000 \$, dont une tranche de 40 000 \$ a été attribuée à la composante moteur. Au 1^{er} janvier, un cumul des amortissements de 28 000 \$ était inscrit au titre du moteur. Le 1^{er} janvier, LRI a remplacé le moteur à un coût en trésorerie de 47 000 \$. Le nouveau moteur devrait allonger de cinq ans la durée d'utilité du camion.

Lequel des traitements comptables suivants est approprié pour le remplacement du moteur?

- a. Inscrire à l'actif une somme de 47 000 \$ au titre de la nouvelle composante, décomptabiliser la valeur comptable de l'ancien moteur et comptabiliser une perte de 12 000 \$.
- b. Comptabiliser en charges le coût de remplacement de 47 000 \$ à titre de frais de réparation et d'entretien.
- c. Ajouter 47 000 \$ à la valeur comptable du camion et n'apporter aucun autre ajustement.
- d. Inscrire à l'actif l'excédent du coût du nouveau moteur sur le coût du moteur original et comptabiliser en charges le montant résiduel de 40 000 \$.

Solution :

- A. Bonne réponse. IAS 16 *Immobilisations corporelles* fournit des indications sur cette question. Selon le paragraphe 70 d'IAS 16 :

« [U]ne entité comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'une partie de celle-ci, [puis] elle décomptabilise la valeur comptable de la partie remplacée, que cette dernière ait ou non été amortie séparément. »

De plus, selon le paragraphe 71 d'IAS 16 :

« Le profit ou la perte résultant de la décomptabilisation d'une immobilisation corporelle doit être déterminé comme la différence entre le produit net de la sortie, le cas échéant, et la valeur comptable de l'immobilisation corporelle. »

La valeur comptable de l'ancien moteur est de 12 000 \$, soit le coût de 40 000 \$ moins le cumul des amortissements de 28 000 \$. La décomptabilisation de la valeur comptable de 12 000 \$ sans produit de sortie donne une perte sur sortie de 12 000 \$. Le coût du nouveau moteur (47 000 \$) est inscrit à l'actif et amorti sur sa nouvelle durée d'utilité.

- B. Mauvaise réponse. Le fait que le moteur ait été précédemment inscrit à l'actif et que le nouveau moteur allongera de cinq ans la durée d'utilité du camion donne à penser qu'il s'agit d'une dépense en immobilisations. Cette réponse recommande à tort de comptabiliser en charges une dépense en immobilisations.
- C. Mauvaise réponse. Dans cette réponse, le coût du nouveau moteur est adéquatement inscrit à l'actif, mais la composante remplacée n'est pas décomptabilisée.

- D. Mauvaise réponse. IAS 16 ne permet pas ce traitement de la composante remplacée. Ce traitement donne lieu à la comptabilisation d'une charge de 40 000 \$ plutôt qu'à la comptabilisation appropriée d'une perte de 12 000 \$ au titre de l'ancien moteur.

Exemple de question 42

Le 1^{er} janvier 2026, Énergie Rapide a construit une éolienne dont le coût est de 5 000 000 \$. La société est légalement tenue de démanteler cette éolienne dans 20 ans. Le coût estimatif du démantèlement est de 1 200 000 \$. Rapide utilise un taux d'actualisation de 5 % pour évaluer de tels projets.

De plus, le gouvernement exige des frais annuels de surveillance environnementale équivalant à 1 % du coût de l'éolienne, et ces frais doivent être payés à la fin de chaque exercice. Énergie Rapide prépare ses états financiers selon les IFRS.

Pour lequel des montants suivants Énergie Rapide comptabilisera-t-elle le passif au titre du démantèlement le 1^{er} janvier 2026?

- a. 452 267 \$
- b. 601 814 \$
- c. 2 365 715 \$
- d. 2 486 261 \$

Solution :

- A. Bonne réponse. IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* énonce ce qui suit :

« 36 Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de la période de présentation de l'information financière.

« 37 La meilleure estimation de la dépense imposée par l'extinction de l'obligation actuelle est le montant que l'entité devrait raisonnablement payer pour éteindre son obligation à la date de clôture ou pour la transférer à un tiers à cette même date. »

Par conséquent, le passif au titre du démantèlement est égal à la valeur actualisée de la sortie de trésorerie de 1 200 000,00 \$ pour le démantèlement, calculée à l'aide d'un taux d'actualisation de 5,00 % sur une période de 20 ans. Les frais annuels de surveillance sont des coûts non incorporables et ne sont pas compris dans le passif.

- B. Mauvaise réponse. Ce montant surévalue le passif, car il été calculé sur une période d'actualisation de moins de 20 ans, ce qui accroît la valeur actualisée et la porte à un montant supérieur au bon montant de l'obligation.
- C. Mauvaise réponse. Cette valeur est une approximation de la valeur actualisée des coûts de démantèlement à laquelle on a ajouté à tort certains frais de surveillance qui ne doivent pas être inscrits dans le passif au titre du démantèlement.
- D. Mauvaise réponse. Ce montant est surévalué, car l'obligation au titre du démantèlement a été actualisée à un taux inférieur à 5 %, ce qui accroît la valeur actualisée de la sortie de trésorerie future.

Exemple de question 43

ÉrableTech est une société canadienne dont la monnaie de présentation est le dollar canadien. Le 1^{er} décembre 2026, ÉrableTech a acheté à crédit du matériel d'un fournisseur américain pour la somme de 200 000 \$ US. Le même jour, ÉrableTech a comptabilisé une vente à crédit de 150 000 \$ US à un client américain. ÉrableTech possède également un terrain situé en Allemagne qu'elle a acheté pour 500 000 euros il y a de cela plusieurs années. ÉrableTech prépare ses états financiers conformément aux NCECF.

Voici des cours de change pertinents :

Date	CAD/USD	CAD/EUR
1 ^{er} décembre 2026	1,30	--
31 décembre 2026	1,25	1,58
Taux historique pour l'achat du terrain	--	1,48

Auquel des montants en dollars canadiens suivants ÉrableTech présenterait-elle ses actifs en devises dans son bilan de fin d'exercice au 31 décembre 2026?

- a. 1 187 500 \$
- b. 1 227 500 \$
- c. 1 195 000 \$
- d. 1 000 000 \$

Solution :

A. Bonne réponse. Le chapitre 1651 des NCECF énonce ce qui suit :

« .16 À chaque date de clôture, les éléments monétaires libellés en devises doivent être ajustés en fonction du cours de clôture.

« .18 Pour les éléments d'actif non monétaires de l'entité publiante comptabilisés à leur valeur de marché et dont le prix de marché est fixé en devises, l'équivalent en dollars canadiens doit être calculé, à chaque date de clôture, au moyen du cours de clôture. »

Les actifs monétaires (compte client de 150 000,00 \$ US) sont convertis au cours en vigueur au 31 décembre 2026 ($150\,000,00 \times 1,25 = 187\,500,00$), les actifs non monétaires sont évalués au coût historique (terrain de 500 000,00 EUR; utiliser le cours historique : $500\,000,00 \times 1,48 = 740\,000,00$) et le matériel (200 000,00 \$ US) est un actif non monétaire évalué au coût historique au moyen du cours à la date de l'opération

$(200\,000,00 \times 1,30 = 260\,000,00)$. Montant total = $187\,500,00 + 740\,000,00 + 260\,000,00 = 1\,187\,500,00$ \$.

- B. Mauvaise réponse. Ce montant reflète l'utilisation des cours de change de clôture pour tous les actifs, ce qui est inexact pour les actifs non monétaires (matériel et terrain).
- C. Mauvaise réponse. Ce montant reflète l'utilisation du cours de change au comptant à la date de l'opération pour tous les actifs, ce qui est inexact pour les actifs monétaires (compte client).
- D. Mauvaise réponse. Ce montant ne comprend pas le compte client, qui est également un actif.

Exemple de question 44

Lumière Santé est un studio de bien-être spécialisé dans les traitements de thérapie par lumière rouge. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2026, Lumière Santé a réévalué la durée d'utilité prévue de son matériel de thérapie par lumière rouge, qui était initialement de 10 ans. Cependant, en raison de l'amélioration de l'entretien, la direction estime maintenant que la durée d'utilité est de 15 ans, et ce, à compter du 1^{er} janvier 2026.

Lequel des traitements comptables suivants est approprié au 31 décembre 2026 selon les NCECF?

- a. Ajuster prospectivement l'amortissement à compter du 1^{er} janvier 2026 afin de refléter une durée d'utilité de 15 ans.
- b. Continuer d'amortir l'actif en fonction d'une durée d'utilité de 10 ans et mentionner l'intention d'adopter l'estimation révisée au cours de l'exercice ultérieur.
- c. Retraiter les états financiers au 31 décembre 2025 afin de refléter la durée d'utilité révisée.
- d. Continuer d'amortir l'actif en fonction d'une durée d'utilité de 10 ans et mentionner l'incidence de la révision de la durée d'utilité (15 ans) dans les notes complémentaires.

Solution :

A. Bonne réponse. Selon le chapitre 1506 des NCECF, un changement de la durée d'utilité est un changement d'estimation comptable (paragraphe .19). Le paragraphe .23 précise également que « [l']effet d'un changement d'estimation comptable autre qu'un changement auquel s'applique le paragraphe 1506.24 doit être comptabilisé de manière prospective et inclus dans la détermination du résultat :

- a) de la période du changement, si le changement n'affecte que cette période; ou
- b) de la période du changement et des périodes ultérieures, si celles-ci sont également touchées par ce changement. »

Par conséquent, le changement de la durée d'utilité est appliqué prospectivement, et l'amortissement futur est recalculé en fonction de la nouvelle durée à partir de la période suivante.

- B. Mauvaise réponse. Un changement d'estimation est comptabilisé de manière prospective de la période du changement et des périodes ultérieures, si celles-ci sont également touchées par ce changement.
- C. Mauvaise réponse. Un changement d'estimation n'est pas appliqué rétroactivement, et les périodes antérieures ne sont pas redressées selon les NCECF.
- D. Mauvaise réponse. La communication d'informations n'est pas suffisante à elle seule; l'estimation révisée doit se refléter dans l'amortissement futur.

Exemple de question 45

Aménagements paysagers luxuriants inc. est une grande société qui fournit tous les services d'aménagement paysager dont les Canadiens pourraient avoir besoin. L'une de ses divisions, appelée « Paysaneige », fournit des services de déneigement résidentiels dans des villes où les chutes de neige sont suffisamment abondantes chaque année. Elle applique les IFRS.

Dans le cadre d'une offensive de marketing, chaque année, après la première chute de neige importante, Paysaneige déneige les entrées des maisons qui n'ont pas encore été débarrassées par les résidents. Elle demande ensuite aux résidents d'effectuer un paiement pour ce service individuel (50 \$) et laisse une facture dans la boîte aux lettres si personne n'est à la maison. Paysaneige tentera également de vendre aux résidents un forfait de déneigement pour tout l'hiver.

Par le passé, les résidents ont souvent payé pour le premier déneigement parce qu'ils se sont sentis coupables ou reconnaissants étant donné que le travail avait déjà été effectué. De plus, certains ont acheté un forfait pour la saison.

Lequel des énoncés suivants décrit comment les produits des activités ordinaires devraient être comptabilisés?

- a. Les produits devraient être comptabilisés lorsque le paiement est reçu, car c'est à ce moment que le contrat a été approuvé.
- b. Les produits devraient être comptabilisés lorsque l'entrée est déneigée, car le service a été rendu. Les montants irrécouvrables seront comptabilisés en tant que créances irrécouvrables.
- c. Les produits devraient être comptabilisés lorsque l'entrée est déneigée étant donné que, par le passé, la majorité des résidents ont payé pour le service. Les montants irrécouvrables seront comptabilisés en tant que créances irrécouvrables.
- d. Les produits devraient être comptabilisés lorsque le paiement est reçu, car c'est à ce moment que le montant est connu (service individuel ou forfait).

Solution :

- A. Bonne réponse. Au moment où le service est rendu, aucun contrat n'existe. Une fois que le client a accepté de payer (en effectuant le paiement), il a approuvé le contrat (et le service a déjà été rendu).

Le paragraphe 9 d'IFRS 15 indique ce qui suit : « L'entité doit comptabiliser un contrat conclu avec un client qui entre dans le champ d'application de la présente norme uniquement lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies :

les parties au contrat ont approuvé celui-ci (par écrit, verbalement ou selon d'autres pratiques commerciales habituelles) et se sont engagées à remplir leurs obligations respectives ».

Dans le présent cas, l'une des parties n'a PAS approuvé le contrat.

- B. Mauvaise réponse. Même si l'obligation de prestation a été remplie, les deux parties ne se sont pas entendues à ce stade au sujet des conditions du contrat. Par conséquent, les exigences de comptabilisation des produits n'ont pas été remplies.
- C. Mauvaise réponse. Même si l'obligation de prestation a été remplie et que la recouvrabilité de la majeure partie des frais facturés pourrait être probable, les deux parties ne se sont pas entendues à ce stade au sujet des conditions du contrat. Par conséquent, les exigences de comptabilisation des produits n'ont pas encore été remplies.
- D. Mauvaise réponse. Si les autres exigences d'IFRS 15 sont remplies, il n'est pas nécessaire d'attendre que le montant soit officiellement connu pour comptabiliser les produits. Le paragraphe 50 indique que « [s]i la contrepartie promise dans le contrat comprend un montant variable, l'entité doit estimer le montant de contrepartie auquel elle aura droit en échange de la fourniture des biens ou des services promis au client. » Il ne s'agit pas d'un facteur qui empêche la comptabilisation des produits au moment où le service est rendu.

Exemple de question 46

Quincaillerie Henri (QH) applique les NCECF. QH vient tout juste d'ajouter un nouveau fournisseur se trouvant à l'extérieur de la province et a engagé les coûts suivants pour obtenir sa première livraison de stocks :

Stocks de produits de quincaillerie	145 000 \$
Coûts d'expédition	5 000 \$
TPS	7 500 \$

Pour réduire les coûts d'expédition, QH a commandé une quantité de produits plus importante que d'habitude et a dû louer temporairement un espace de stockage pour 1 000 \$.

Lequel des montants suivants devrait être inclus dans le coût des stocks pour cette opération?

- a. 150 000 \$
- b. 151 000 \$
- c. 157 500 \$
- d. 145 000 \$

Solution :

A. 145 000 \$ (prix d'achat) + 5 000 \$ (expédition, c.-à-d. transport)

Étant donné que les produits de quincaillerie sont une fourniture taxable, la TPS payée sur l'achat serait admissible en tant que CTI (et donc récupérable) et ne serait pas incluse.

Comme le stockage n'est pas nécessaire préalablement à une nouvelle étape de la production puisque QH achète des produits finis, son coût devrait être exclu.

Chapitre 3031 des NCECF – Coûts d'acquisition

.12 Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes (autres que les taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales), ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables à l'acquisition des produits finis, des matières premières et des services. Les rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

.17 Exemples de coûts exclus de coût des stocks et comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont engagés :

- b) coûts de stockage, à moins que ces coûts soient nécessaires au processus de production préalablement à une nouvelle étape de la production;
- B. Ce montant comprend à tort les coûts de stockage.
- C. Ce montant comprend à tort la TPS payée sur les achats, qui serait récupérable.
- D. Ce montant omet à tort les coûts d'expédition.

Exemple de question 47

Pharma inc., qui applique les IFRS, fabrique et vend des produits pharmaceutiques. Le 1^{er} juillet 2025, la société a amorcé des travaux de recherche pour un nouveau produit potentiel. La société est entrée dans la phase de développement (telle que définie par les critères prévus dans les IFRS) le 31 octobre 2025.

Tous les coûts liés au nouveau produit ont fait l'objet d'un suivi. En voici la liste :

Description	Date	Montant
Étude de marché	3 février 2025	28 000 \$
Salaires des chercheurs	1 ^{er} juillet 2025 au 31 décembre 2025	240 000 \$
Matières premières	1 ^{er} juillet 2025	35 000 \$
Tests	1 ^{er} septembre 2025 au 31 octobre 2025	100 000 \$
Matières premières	8 novembre 2025	60 000 \$
Tests	9 décembre 2025	90 000 \$
Production de dépliants d'information	28 décembre 2025	15 000 \$

Lequel des montants suivants devrait être comptabilisé à l'actif dans le compte des immobilisations incorporelles développées en interne?

- a. 230 000 \$
- b. 245 000 \$
- c. 525 000 \$
- d. 553 000 \$

Solution :

A. $240\,000 \$ / 6 \times 2 \text{ mois (nov. et déc.)} = 80\,000 \$ + \text{matières premières de } 60\,000 \$ + \text{tests de } 90\,000 \$ = 230\,000 \$.$

Les coûts engagés avant que les critères de la phase de développement aient été remplis doivent être comptabilisés en charges selon IAS 38 :

54 Aucune immobilisation incorporelle résultant de la recherche (ou de la phase de recherche d'un projet interne) ne doit être comptabilisée. Les dépenses pour la recherche (ou pour la phase de recherche d'un projet interne) doivent être comptabilisées en charges lorsqu'elles sont engagées.

Après le début de la phase de développement :

66 Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation pour qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction. Exemples de coûts directement attribuables :

- a) les coûts des matériaux et services utilisés ou consommés pour générer l'immobilisation incorporelle ; MATIÈRES PREMIÈRES = OK
- b) les coûts des avantages du personnel (tels que définis dans IAS 19) résultant de la création de l'immobilisation incorporelle ; SALAIRES DES CHERCHEURS = OK
- c) les honoraires d'enregistrement d'un droit établi ; et
- d) l'amortissement des brevets et licences qui sont utilisés pour générer l'immobilisation incorporelle.

IAS 38 spécifie les critères pour la comptabilisation des intérêts comme élément du coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne.

67 Ne constituent pas des composantes du coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne :

- a) les frais de vente, les frais administratifs et autres frais généraux à moins que ces dépenses puissent être directement attribuées à la préparation de l'actif en vue de sa mise en service ; DÉPLIANTS D'INFORMATION
- b) les inefficacités constatées et les pertes d'exploitation initiales subies avant qu'un actif n'atteigne le niveau de performance prévu ; et
- c) les dépenses au titre de la formation du personnel pour exploiter l'actif.

B. Ce montant comprend tous les coûts engagés après le 31 octobre (y compris les dépliants d'information, ce qui est inexact).

C. Ce montant comprend tous les coûts de type laboratoire (tous les coûts, sauf ceux qui sont liés à l'étude de marché et aux dépliants d'information). Il ne tient pas compte du fait que la phase de développement n'a commencé que le 31 octobre et, par conséquent, inclut à tort les coûts de recherche engagés avant cette date.

D. Ce montant tient compte du fait que les coûts liés aux dépliants d'information sont des frais de vente qui doivent être exclus, mais inclut à tort les coûts de l'étude de marché et les coûts de recherche engagés avant le début de la phase de développement.

Exemple de question 48

Atab a une machine (machine A) dont la valeur comptable est de 100 000 \$ et la juste valeur de marché est de 130 000 \$. Bata a une machine semblable (machine B) dont la valeur comptable est de 80 000 \$ et la juste valeur de marché est de 135 000 \$. Atab et Bata, qui ne sont pas des parties apparentées, conviennent d'échanger leurs machines. Atab recevra la machine B et remettra à Bata la machine A et 5 000 \$ en trésorerie. Les deux machines sont des actifs servant à fabriquer des produits semblables et seront utilisées par chaque organisation pour fabriquer des biens destinés à la vente. Par conséquent, on ne s'attend pas à ce que les flux de trésorerie estimatifs de chaque entité varient.

Laquelle des écritures suivantes Atab devrait-elle passer pour comptabiliser l'opération selon les NCECF?

- a) Dt Machine B 105 000 \$; Ct Machine A 100 000 \$; et Ct Trésorerie 5 000 \$
- b) Dt Machine B 135 000 \$; Ct Machine A 100 000 \$; Ct Trésorerie 5 000 \$; et Ct Gain 30 000 \$
- c) Dt Machine B 80 000 \$; Dt Perte 25 000 \$; Ct Machine A 100 000 \$; et Ct Trésorerie 5 000 \$
- d) Dt Frais reportés 5 000 \$; et Ct Trésorerie 5 000 \$

Solution :

A. Bonne réponse. Le chapitre 3831 des NCECF, *Opérations non monétaires*, énonce ce qui suit :

.06 L'entité doit évaluer un actif échangé ou transféré dans le cadre d'une opération non monétaire sur la base soit de la juste valeur de l'actif cédé, soit de la juste valeur de l'actif reçu, en retenant la juste valeur dont l'évaluation est la plus fiable, sauf dans les cas suivants :

- a) l'opération ne présente aucune substance commerciale;
- b) l'opération représente l'échange d'un bien détenu en vue de la vente dans le cours normal des affaires contre un bien qui sera vendu dans la même branche d'activité, afin de faciliter les ventes à des clients autres que les parties prenant part à l'échange;
- c) ni la juste valeur de l'actif reçu, ni la juste valeur de l'actif cédé ne peut être évaluée de façon fiable;
- d) l'opération est un transfert non monétaire et non réciproque au profit des propriétaires auquel s'applique le paragraphe 3831.14.

.07 L'entité doit évaluer un actif qui est échangé ou transféré dans le cadre d'une opération non monétaire, mais qui n'est pas évalué à la juste valeur conformément au paragraphe 3831.06, à la valeur comptable de l'actif cédé (après réduction, lorsqu'il y a lieu, pour les pertes de valeur), ajustée pour tenir compte de la juste valeur de toute contrepartie monétaire reçue ou donnée.

.11 Une opération non monétaire présente une substance commerciale lorsque la variation attendue des flux de trésorerie futurs de l'entité, du fait de cette opération, est significative. La variation attendue des flux de trésorerie futurs de l'entité est significative dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) la configuration des flux de trésorerie futurs rattachés à l'actif reçu diffère de façon significative de la configuration des flux de trésorerie rattachés à l'actif cédé (voir le paragraphe 3831.12);
- b) la valeur spécifique à l'entité de l'actif reçu diffère de la valeur spécifique à l'entité de l'actif cédé, et la différence est significative par rapport à la juste valeur des actifs échangés.

Dans certains cas, une appréciation qualitative permet de déterminer de façon concluante que la variation attendue des flux de trésorerie estimatifs de l'entité, du fait de cette opération, est significative.

L'opération ne présente aucune substance commerciale étant donné que la configuration des flux de trésorerie futurs rattachés à l'actif reçu ne diffère pas de façon significative de la configuration des flux de trésorerie rattachés à l'actif cédé; les deux machines fabriquent des produits semblables qui seront vendus.

Par conséquent, l'opération doit être comptabilisée à la valeur comptable de l'actif cédé, soit machine de 100 000 \$ + trésorerie de 5 000 \$ = 105 000 \$.

- B. Mauvaise réponse. L'écriture est fondée sur la juste valeur de marché de l'actif reçu.
- C. Mauvaise réponse. L'écriture est fondée sur la valeur comptable de l'actif reçu.
- D. Mauvaise réponse. L'écriture ne tient compte que de la tranche monétaire de l'opération.

Prise de décision en matière de gestion et systèmes/technologies d'information (données)

Exemple de question 49

Hockey Élite inc. (Élite) est un détaillant d'équipement de hockey qui a présenté les résultats suivants l'an dernier :

Ventes : 1 835 000 \$

Coût des ventes : 1 255 000 \$

Élite envisage une augmentation de prix de 4 % afin de compenser la hausse des frais administratifs. La direction estime que la demande est modérément sensible au prix : une hausse de prix de 4 % devrait entraîner une diminution du volume des ventes d'environ 2 %. À l'inverse, le maintien des prix actuels devrait entraîner une augmentation du volume des ventes de 5 % en raison d'une hausse du nombre d'inscriptions au hockey mineur.

L'objectif de la direction est de maintenir ou d'améliorer la marge brute tout en maintenant l'entreprise concurrentielle.

Quelle est la stratégie de prix la plus appropriée?

- Mettre en œuvre une hausse de prix de 4 %, puisque la diminution prévue du volume est proportionnellement inférieure à l'augmentation du prix, ce qui favorise une hausse de la marge brute globale.
- Maintenir les prix actuels afin de maximiser la croissance du volume, puisque l'augmentation du volume des ventes aura une incidence plus importante sur la marge brute que les variations de prix.
- Maintenir les prix actuels, puisque l'augmentation prévue du volume des ventes générera des revenus totaux supérieurs à ceux obtenus avec la stratégie de hausse de prix, ce qui mènera à une marge brute plus élevée.
- Réduire légèrement les prix afin d'accroître davantage le volume, puisque la rotation accrue réduira le coût unitaire moyen et améliorera la marge brute.

Solution :

A. Bonne réponse.

Marge brute de l'an dernier = 1 835 000 \$ – 1 255 000 \$ = 580 000 \$

Hausse de prix de 4 %, diminution du volume de 2 % : Chiffre d'affaires net = 1 835 000 \$ × 1,04 × 0,98 = 1 870 232 \$

Baisse du coût des marchandises vendues de 2 % : 1 255 000 \$ × 0,98 = 1 229 900 \$

Marge brute = 640 332 \$

B. Mauvaise réponse.

La marge brute augmente d'environ 29 000 \$, ce qui est inférieur à l'option de hausse de prix.

Augmentation du chiffre d'affaires de 5 % : $1\,835\,000 \$ \times 1,05 = 1\,926\,750 \$$

Hausse du coût des marchandises vendues de 5 % : $1\,255\,000 \$ \times 1,05 = 1\,317\,750 \$$

Marge brute = 609 000 \$

C. Mauvaise réponse.

Cette option donne une marge brute inférieure à celle obtenue avec la hausse de prix.

Chiffre d'affaires selon cette option = 1 926 750 \$ contre 1 870 232 \$ avec la hausse de prix, donc le chiffre d'affaires est plus élevé. Toutefois, le coût des ventes augmente également de manière proportionnelle : 1 317 750 \$ contre 1 229 900 \$.

Marge brute résultante = 609 000 \$ contre 640 332 \$ avec la hausse de prix.

D. Mauvaise réponse.

Bien que les données soient insuffisantes pour effectuer une analyse complète, cette option n'est pas plus rentable que les autres.

Par exemple, si les prix diminuent de 2 % et que le volume augmente de 5 % :

Chiffre d'affaires : $1\,835\,000 \$ \times 0,98 \times 1,05 = 1\,888\,215 \$$

Hausse du coût des marchandises vendues de 5 % : $1\,255\,000 \$ \times 1,05 = 1\,317\,750 \$$

Marge brute = 570 465 \$

Exemple de question 50

Horizon Plein air prépare son budget de frais généraux de fabrication selon un modèle de budget flexible appuyé par son système informatique d'analytique des coûts. Le budget fixe pour la gamme de sacs à dos haut de gamme était fondé sur une production de 30 000 unités et comprenait les éléments suivants :

- Frais généraux de fabrication variables : 6 \$ par unité
- Frais généraux de fabrication fixes : 420 000 \$

Au cours de l'année, le système informatique de suivi de la production indique que la production réelle s'est élevée à 24 000 unités. Selon l'approche du budget flexible, quel est le montant du budget flexible pour le total des frais généraux de fabrication au niveau d'activité réel?

Solution :

564 000 \$. Les frais généraux variables selon le budget flexible = 24 000 unités × 6 \$ par unité = 144 000 \$. Les frais généraux de fabrication fixes de 420 000 \$ demeurent inchangés. Par conséquent, le total des frais généraux de fabrication est de 420 000 \$ + 144 000 \$ = 564 000 \$.

Exemple de question 51

Technologies Altitude Nord dispose d'une capacité de production excédentaire pour ses appareils portables intelligents d'entraînement en résistance. Une grande chaîne de studios de conditionnement physique propose d'acheter 4 000 unités dans le cadre d'une commande spéciale ponctuelle. Le prix de vente habituel est de 450 \$ l'unité.

Les informations de coûts suivantes sont également fournies : les coûts de fabrication variables sont de 210 \$ par unité; les frais de vente variables sont de 18 \$ par unité; les coûts de fabrication fixes sont de 120 \$ par unité. Altitude Nord dispose d'une capacité inutilisée suffisante pour honorer la commande et réduira ses frais de vente variables de 20 % si elle accepte la commande spéciale.

Quel est le prix de vente minimum acceptable par unité pour la commande spéciale?

- a. 224 \$
- b. 210 \$
- c. 226 \$
- d. 222 \$

Solution :

- A. Bonne réponse. Les coûts pertinents liés à la commande spéciale sont les coûts de fabrication variables (210 \$) et les frais de vente variables réduits de 20 % ($18 \$ \times 0,80 = 14,40 \$$). Les coûts de fabrication fixes ne sont pas pertinents pour cette décision, car ils seront engagés que la commande spéciale soit acceptée ou non.
- B. Mauvaise réponse. Cette option inclut uniquement les coûts de fabrication variables et ignore les frais de vente variables (réduits) qui seront engagés.
- C. Mauvaise réponse. Ce montant correspond à la marge sur coûts variables des unités vendues au prix régulier selon les coûts de fabrication variables et les frais de vente variables réduits ($450 \$ - 210 \$ - 14,40 \$ = 226 \$$ [arrondi]). Il ne s'agit pas du prix par unité.
- D. Mauvaise réponse. Ce montant correspond à la marge sur coûts variables des unités vendues au prix régulier, et non au prix ($450 \$ - 210 \$ - 18 \$ = 222 \$$).

Exemple de question 52

Conseils Prisme inc. est un cabinet de services-conseils en croissance qui remporte des mandats d'envergure. La direction souhaite renforcer son bassin de talents tout en maintenant un processus d'embauche efficace. Le cabinet a récemment mis en place un outil fondé sur l'IA qui analyse les entrevues vidéo (p. ex., style de communication, ton, assurance) afin de présélectionner et classer les candidats, ce qui réduit le délai d'embauche de 30 %.

Toutefois, plusieurs candidats dont la performance à l'entrevue en personne était excellente et les références étaient remarquables ont été éliminés par l'outil d'IA et ont par la suite été embauchés par des concurrents.

Quelle mesure est la plus appropriée pour améliorer l'efficacité du système d'IA?

- a. Intégrer des données supplémentaires, telles que les vérifications de références et les évaluations structurées des entrevues, dans le processus de décision fondé sur l'IA.
- b. Mettre en place une politique exigeant un examen humain de tous les candidats rejetés par le système d'IA avant la prise de décision finale.
- c. Accroître le recours aux classements de l'IA en affinant les critères d'évaluation des entrevues vidéo afin d'améliorer l'uniformité de l'évaluation des candidats.
- d. Réentraîner le modèle d'IA à partir de données historiques d'embauche, y compris les résultats de performance d'employés retenus, afin d'améliorer la précision de la présélection.

Solution :

- A. **Bonne réponse.** Cette option s'attaque à la cause fondamentale – l'absence de données qualitatives – tout en préservant l'efficacité. Elle est conforme aux objectifs de qualité de l'embauche et d'efficacité du processus.
- B. Mauvaise réponse. Cette option s'attaque directement au problème de rejet fautif de candidats, mais elle ajoute un effort manuel important, ce qui pourrait réduire les gains d'efficacité obtenus grâce au système d'IA. Elle améliore les résultats, mais peut difficilement être mise à l'échelle.
- C. Mauvaise réponse. Cette option vise à améliorer un intrant déjà limité et ne traite pas de l'omission de facteurs qualitatifs importants.
- D. Mauvaise réponse. Cette option permet d'améliorer la capacité prédictive du modèle, mais des éléments qualitatifs comme les vérifications de références ou l'impression dégagée en personne sont susceptibles d'être encore ignorés, à moins que ces facteurs ne soient explicitement intégrés au processus.

Exemple de question 53

La gamme de produits d'Oakville limitée (Oakville) comprend trois modèles différents d'un outil spécialisé servant à façonner des pièces métalliques. Ces modèles sont appelés modèle A1, modèle B2 et modèle C3. La demande sur le marché de tous les modèles de cet outil spécialisé est importante. Voici les prix de vente unitaires et les coûts de fabrication unitaires des trois modèles :

	<u>A1</u>	<u>B2</u>	<u>C3</u>
Prix de vente	80 \$	70 \$	60 \$
Coût des matières premières	20	20	20
Coût de la main-d'œuvre directe	20	20	10
Frais généraux variables	10	5	5
Frais généraux fixes	20	10	30

La main-d'œuvre directe est rémunérée à un taux de 10 \$ de l'heure. Le taux d'imputation des frais généraux variables est de 5 \$ par heure-machine.

Laquelle des options de production suivantes représente le ou les produits qu'Oakville devrait fabriquer à court terme si la capacité de production est un facteur de contrainte?

- a. B2 et/ou C3
- b. A1 et/ou B2
- c. A1 seulement
- d. B2 seulement

Solution :

- A. Bonne réponse. Lorsqu'il existe une contrainte de capacité, il faut maximiser la marge sur coûts variables (MCV) par facteur de contrainte afin de générer le profit maximal. Dans ce cas, la ressource limitée est le nombre d'heures-machine. La MCV par heure-machine se calcule donc comme suit pour les trois produits :

	A1	B2	C3
Prix de vente	80 \$	70 \$	60 \$
Coûts variables	50	45	35
MCV par unité	30	25	25
Heures-machine	10/5=2	5/5=1	5/5=1
MCV par heure-machine	15	25	25

Étant donné que B2 et C3 ont la même MCV par heure-machine, Oakville devrait produire l'un ou l'autre ou les deux produits à court terme.

- B. Mauvaise réponse. A1 présente une MCV par heure-machine inférieure et ne devrait donc pas être retenu.
- C. Mauvaise réponse. A1 présente une MCV par heure-machine inférieure et ne devrait donc pas être retenu.
- D. Mauvaise réponse. C3 présente la même MCV par heure-machine que B2 et devrait donc également être pris en considération.

Exemple de question 54

Burnaby limitée (Burnaby) fabrique des bateaux et d'autres embarcations. Burnaby fabrique actuellement les moteurs des bateaux. Le coût total de fabrication de 200 moteurs par année est le suivant :

Matières premières	300 000 \$
Main-d'œuvre directe	200 000
Frais généraux de fabrication variables	100 000
Frais généraux de fabrication fixes	<u>400 000</u>
	<u>1 000 000 \$</u>

Kelowna inc. a offert de vendre 200 moteurs par année à Burnaby. Si Burnaby accepte cette offre, les installations actuellement utilisées pour la fabrication des moteurs pourront être utilisées pour fabriquer d'autres produits. Ce changement permettrait à Burnaby d'économiser 50 000 \$ de loyer pour les installations de production qu'elle loue actuellement pour soutenir la production d'autres produits.

Lequel de ces montants représente le prix maximal que Burnaby devrait être prête à payer à Kelowna inc. pour chaque moteur?

- a. 3 250 \$
- b. 2 750 \$
- c. 3 000 \$
- d. 5 250 \$

Solution :

- A. Bonne réponse. Burnaby devrait être prête à payer un montant équivalent aux coûts qu'elle économiserait si elle cesse de fabriquer les moteurs, calculés comme suit :

Coûts de fabrication variables :

Matières premières	300 000 \$
Main-d'œuvre directe	200 000
Frais généraux de fabrication variables	100 000
Réduction de loyer grâce à l'utilisation de ses propres installations	50 000
Économies totales	650 000 \$
Moteurs fabriqués	200
Économies par moteur	3 250 \$

- B. Mauvaise réponse. Cette option exclut les frais généraux de fabrication variables.
- C. Mauvaise réponse. Cette option exclut la réduction de loyer liée à l'utilisation des installations de Burnaby.
- D. Mauvaise réponse. Cette option inclut les frais généraux de fabrication fixes, qui ne seraient pas économisés si la production des moteurs était abandonnée.

Exemple de question 55

Tourisme Grand Fort limitée (Grand Fort) fabrique en série des sculptures souvenirs en pierre. Grand Fort suit et analyse ses coûts au moyen de la méthode du coût standard. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2025, Grand Fort a acheté 150 000 kilogrammes de pierre pour 300 000 \$ et en a utilisé 120 000 kilogrammes. Le coût standard des matières premières de Grand Fort pour produire une sculpture est de 3,50 \$ par kilogramme, pour 2 kilogrammes de pierre par sculpture. Grand Fort a fabriqué 65 000 sculptures au cours du trimestre.

Quel est l'écart sur quantité de matières premières de Grand Fort?

- a. 35 000 \$ favorable
- b. 20 000 \$ favorable
- c. 60 000 \$ favorable
- d. 105 000 \$ favorable

Solution :

- A. Bonne réponse. Calculé comme suit : $(65\,000 \times 2 - 120\,000) \times 3,50 \$ = 35\,000 \$$ favorable
- B. Mauvaise réponse. Cette option utilise le coût réel des matières premières plutôt que le coût standard : $(65\,000 \times 2 - 120\,000) \times (300\,000 \$ \div 150\,000) = 20\,000 \$$ favorable
- C. Mauvaise réponse. Cette option utilise le stock restant de pierre et le coût réel des matières premières : $(150\,000 - 120\,000) \times (300\,000 \$ \div 150\,000) = 60\,000 \$$ favorable
- D. Mauvaise réponse. Cette option utilise le stock restant de pierre : $(150\,000 - 120\,000) \times 3,50 \$ = 105\,000 \$$ favorable

Exemple de question 56

Chaussures Excellence ltée (CEL) fabrique trois gammes de chaussures de soccer, commercialisées sous les noms Martin, David et Usan.

Martin est le modèle haut de gamme. Chaque paire se vend 150 \$ et nécessite des coûts de fabrication variables de 120 \$. CEL en fabrique et en vend 2 000 paires chaque année.

CEL fabrique et vend annuellement 1 500 paires du modèle David, dont les coûts de fabrication variables s'élèvent à 30 \$ par paire. Ces chaussures se vendent 100 \$ la paire.

Les chaussures Usan se vendent 200 \$ la paire et nécessitent des coûts de fabrication variables de 150 \$. CEL fabrique et vend 200 paires de cette gamme chaque année.

Quel est le taux de marge sur coûts variables moyen de CEL?

- a. 35,7 %
- b. 38,3 %
- c. 55,6 %
- d. 64,3 %

Solution :

- A. Bonne réponse. Le taux de marge sur coûts variables moyen de CEL est calculé comme suit :

	Martin	David	Usan	Total
Revenus	300 000	150 000	40 000	490 000
Coûts variables	240 000	45 000	30 000	315 000
Marge sur coûts variables	60 000	105 000	10 000	175 000
En %	20 %	70 %	25 %	35,7 %

- B. Mauvaise réponse. Calculé comme une moyenne simple des taux de marge sur coûts variables des produits : $(20 \% + 70 \% + 25 \%) \div 3 = 38,3 \%$.
- C. Mauvaise réponse. Calculé comme la marge brute en pourcentage du coût des ventes : $175\,000 \$ \div 315\,000 \$ = 55,6 \%$.
- D. Mauvaise réponse. Calculé comme le coût des ventes en pourcentage des ventes : $315\,000 \$ \div 490\,000 \$ = 64,3 \%$.

Information non financière

Les résultats d'apprentissage pour cette compétence sont les mêmes tant pour l'Évaluation des connaissances que pour l'Apprentissage des bases. Voir l'Évaluation des connaissances pour des exemples de questions.

Stratégie, gestion des risques et innovation

Exemple de question 57

Performance Pacifique est une entreprise en démarrage de la Colombie-Britannique qui fabrique des chaussures de course haut de gamme à partir de matériaux provenant de fournisseurs canadiens. En raison de la hausse de l'inflation et des coûts, la direction s'inquiète de l'incidence sur la rentabilité et la durabilité à long terme du recours à des fournisseurs locaux. Vous, CPA, avez été chargé de conseiller l'entreprise sur des réponses appropriées en matière de gestion des risques afin de faire face à ce risque.

Quelle est la mesure la plus appropriée pour gérer ce risque?

- a. Négocier des ententes à prix fixe pour les trois prochaines années avec les principaux fournisseurs canadiens
- b. Augmenter les prix de vente de l'ensemble des gammes de produits afin de compenser la hausse des coûts des intrants
- c. Recourir à des fournisseurs internationaux afin de réduire la dépendance aux pressions nationales sur les coûts
- d. Investir dans de l'équipement afin d'améliorer l'efficacité de la production et de compenser la hausse des coûts des intrants

Solution :

- A. Bonne réponse. Cette mesure cible directement le risque identifié en fixant les prix avec les principaux fournisseurs nationaux, ce qui réduit l'exposition à l'inflation et à la volatilité des coûts et permet de maintenir la stratégie d'approvisionnement local et de soutenir la planification à long terme.
- B. Mauvaise réponse. L'augmentation des prix peut aider à compenser la hausse des coûts, mais elle ne permet pas de gérer le risque sous-jacent de volatilité des coûts liés aux fournisseurs locaux et pourrait nuire à la demande et à la compétitivité.
- C. Mauvaise réponse. Le recours à des fournisseurs internationaux modifie le profil de risque plutôt que de gérer le risque existant lié aux fournisseurs locaux et peut introduire des risques de change, politiques et liés à la chaîne d'approvisionnement.
- D. Mauvaise réponse. L'amélioration de l'efficacité peut atténuer la pression globale sur les coûts, mais ne traite pas spécifiquement de la volatilité des prix exigés par les fournisseurs locaux pour les principaux intrants.

Exemple de question 58

OstéoExperts inc. a été fondée il y a dix ans afin de regrouper l'expertise médicale. Son mandat consiste à traiter des patients atteints de troubles osseux. L'entreprise compte maintenant 100 médecins à son effectif et plus de 10 000 patients. Étant donné que de nombreux traitements offerts aux patients font appel à des technologies médicales de pointe qui, par définition, ne disposent pas d'un historique de résultats, les poursuites judiciaires contre les médecins et l'entreprise sont nettement supérieures à la moyenne. Pour gérer ce risque, l'entreprise a souscrit une assurance responsabilité professionnelle. Malheureusement, en raison des niveaux élevés de litiges, la compagnie d'assurance accepte d'assurer OstéoExperts inc. seulement jusqu'à un certain plafond. L'entreprise s'auto-assure pour les réclamations excédant ce plafond en constituant un fonds dans lequel elle peut puiser pour régler les réclamations. Le montant de ce fonds dépasse largement le total des réclamations enregistrées chaque année.

Par quels moyens OstéoExperts inc. gère-t-elle le risque de responsabilité professionnelle? (Sélectionnez deux réponses.)

- a. Transfert
- b. Atténuation
- c. Acceptation
- d. Évitement

Solution :

- A. Bonne réponse. Puisque OstéoExperts inc. souscrit une assurance, même si celle-ci est limitée à un plafond, le risque est transféré en partie.
- B. Bonne réponse. Les montants excédant le plafond d'assurance sont couverts par un fonds d'auto-assurance financé par l'entreprise elle-même, et si les pertes dépassent le solde de ce fonds, l'entreprise en assume la responsabilité.
- C. Mauvaise réponse. La taille du fonds de l'entreprise dépasse largement le total des réclamations annuelles, ce qui indique que le risque a été transféré et atténué.
- D. Mauvaise réponse. La nature des activités est telle que le risque de responsabilité professionnelle est évident et important. Le modèle d'affaires exige que ce risque soit assumé et géré.

Exemple de question 59

Processus manufacturiers Cloutier (PMC) met en œuvre un nouveau progiciel de gestion intégré (ERP). Le plan de mise en œuvre comprend un budget détaillé, une liste des modules logiciels requis et une date de mise en service fixée dans neuf mois. Le plan comprend également un calendrier de formation qui débute immédiatement. Les indicateurs retenus pour évaluer l'avancement de la mise en œuvre sont des améliorations prévues de la marge brute et de la rotation des stocks après la mise en service du système ERP. Les responsabilités liées à la mise en œuvre sont confiées au service des TI.

Laquelle des évaluations suivantes explique le mieux l'efficacité du plan de mise en œuvre de PMC?

- a. Le plan est inefficace parce que la formation est prévue trop tôt et que les indicateurs utilisés ne mesurent pas l'état de préparation à la mise en œuvre ni l'adoption du système.
- b. Le plan est inefficace parce que la date de mise en service est trop ambitieuse, même si le calendrier de formation et les indicateurs sont appropriés.
- c. Le plan est inefficace parce que, bien que l'attribution des responsabilités au service des TI soit suffisante, les indicateurs financiers choisis sont trop détaillés pour un projet ERP.
- d. Le plan est inefficace parce que les projets ERP ne devraient pas inclure de formation ni d'indicateurs de performance avant que le système soit pleinement opérationnel.

Solution :

- A. Bonne réponse. Cette évaluation met en évidence les principales faiblesses du plan de mise en œuvre : la formation est proposée trop tôt, avant que les utilisateurs puissent se familiariser de manière utile avec le système configuré, et les indicateurs sont liés à des résultats financiers, lesquels ne mesurent pas l'état de préparation à la mise en œuvre, la qualité des données, la compétence des utilisateurs, ni la stabilité du système.
- B. Mauvaise réponse. Le calendrier peut être ambitieux, mais rien dans l'énoncé ne permet de le conclure. Les véritables problèmes sont la séquence inadéquate (formation trop précoce) et des indicateurs inappropriés.
- C. Mauvaise réponse. Le fait d'attribuer les responsabilités uniquement au service des TI est insuffisant, puisque la mise en œuvre d'un ERP nécessite une prise en charge interfonctionnelle (finances, exploitation, chaîne d'approvisionnement). De plus, le problème des indicateurs ne tient pas à leur niveau de détail, mais à leur inadéquation avec la réussite de la mise en œuvre.
- D. Mauvaise réponse. Les projets ERP doivent inclure de la formation et des indicateurs, mais ceux-ci doivent être planifiés de manière appropriée et alignés sur les étapes de la mise en œuvre, et non reportés après la mise en service.

Fiscalité

Exemple de question 60

Un employé résident du Canada a gagné un revenu d'emploi de 78 000 \$. L'employé a également reçu les éléments suivants de son employeur :

- Récompense pour cinq années de service dans l'entreprise : 900 \$
- Stationnement fourni par l'employeur au bureau du centre-ville : 2 400 \$

Voici d'autres informations au sujet de l'employé :

- Cotisations REER au cours de l'année (le plafond REER selon l'avis de cotisation de l'année précédente est de 10 000 \$) : 4 000 \$
- Cotisations syndicales : 850 \$
- Frais de garde d'enfants : 3 600 \$
- Primes d'assurance-vie payées par l'employé : 1 200 \$
- Dons de bienfaisance : 500 \$

L'employé est marié et est le conjoint ayant le revenu le plus élevé. L'épouse de l'employé occupe également un emploi.

Quel est le revenu net de l'employé aux fins de l'impôt?

- a. 76 450 \$
- b. 71 150 \$
- c. 73 150 \$
- d. 72 350 \$

Solution :

- A. Bonne réponse. La récompense pour années de service ainsi que le stationnement fourni par l'employeur constituent des avantages imposables et sont ajoutés au revenu d'emploi. Par conséquent, le revenu d'emploi total est de $78\,000 \$ + 900 \$ + 2\,400 \$ = 81\,300 \$$.

Les déductions dans le calcul du revenu net aux fins de l'impôt comprennent les cotisations REER et les cotisations syndicales.

Revenu net aux fins de l'impôt : $81\,300 \$ - 4\,000 \$ - 850 \$ = 76\,450 \$$

Les frais de garde d'enfants sont demandés par le conjoint ayant le revenu le plus faible.

Les primes d'assurance-vie payées par l'employé ne sont ni imposables ni déductibles.

Les dons de bienfaisance donnent droit à un crédit d'impôt non remboursable et non à une déduction.

- B. Mauvaise réponse. Ce calcul suppose que les frais de garde d'enfants, les primes d'assurance-vie et les dons de bienfaisance sont entièrement déductibles dans le calcul du revenu d'emploi.
- C. Mauvaise réponse. Ce calcul n'inclut pas les avantages imposables liés à la récompense pour années de service et au stationnement payé par l'employeur.
- D. Mauvaise réponse. Ce calcul suppose que les frais de garde d'enfants et les dons de bienfaisance sont déductibles dans le calcul du revenu net aux fins de l'impôt.

Exemple de question 61

Conseillers en cybersécurité ltée a dégagé un bénéfice net comptable avant impôts de 230 000 \$ pour l'exercice 2025. Voici des renseignements supplémentaires :

- 1) La charge d'amortissement est de 25 000 \$ et le montant maximal de la déduction pour amortissement, qui a déjà été calculé, s'élève à 20 000 \$.
- 2) Le bénéfice net comptable comprend des primes d'assurance vie pour le président de 2 000 \$, assurance qui est requise comme garantie de l'emprunt bancaire.
- 3) Une prime au rendement de 10 000 \$ a été comptabilisée aux fins comptables. Elle a été payée un mois après la fin d'exercice.

Lequel des montants suivants représente le revenu d'entreprise minimal aux fins de l'impôt pour 2025?

- a. 235 000 \$
- b. 237 000 \$
- c. 245 000 \$
- d. 247 000 \$

Solution :

A. Bonne réponse.

Bénéfice net selon les ÉF	230 000
Rajouter :	
Amortissement	25 000
Déduire :	
DPA	(20 000)
Revenu d'entreprise aux fins de l'impôt	235 000

Puisque l'assurance vie pour le président est exigée comme garantie, les primes sont déductibles aux fins de l'impôt. Aucun ajustement n'est requis. Alinéa 20(1)e.2)

Puisque la prime au rendement a été payée dans les 180 jours suivant la fin de l'exercice, elle est déductible aux fins de l'impôt dans l'exercice au cours duquel elle a été comptabilisée. Aucun ajustement n'est requis.

- B. Mauvaise réponse. Ce montant tient compte du rajout des primes d'assurance vie pour le président.
- C. Mauvaise réponse. Ce montant tient compte du rajout de la prime au rendement.
- D. Mauvaise réponse. Ce montant tient compte du rajout des primes d'assurance vie pour le président et de la prime au rendement.

Exemple de question 62

VégéMarché ltée est une société privée sous contrôle canadien (SPCC). Voici des informations concernant VégéMarché ltée pour sa plus récente année d'imposition (année d'imposition antérieure) :

Revenu provenant d'une entreprise exploitée activement	1 700 000 \$
Revenu de placement total ajusté	240 000 \$
Revenu imposable	1 940 000 \$
Capital imposable	5 800 000 \$

Lequel des énoncés suivants concernant le plafond des affaires aux fins de la déduction accordée aux petites entreprises de VégéMarché ltée est vrai?

- Il ne sera réduit que par la réduction liée au revenu de placement total ajusté.
- Il correspondra au plafond des affaires sans réduction, car aucune des réductions ne s'applique.
- Il sera réduit par la réduction liée au revenu de placement total ajusté et la réduction liée au statut de grande société.
- Il ne sera réduit que par la réduction liée au statut de grande société.

Solution :

- A. Bonne réponse. Puisque le revenu de placement total ajusté (RPTA) de l'année précédente est supérieur à 50 000 \$, la réduction s'applique.

La formule est la suivante :

$(D/500\,000 \$)[(5)(E - 50\,000 \$)]$, où :

- D = plafond des affaires annuel de la société pour l'année (500 000 \$ ou moins s'il est partagé avec d'autres sociétés)
- E = total des sommes représentant chacune le RPTA de la société ou de toute société avec laquelle elle est associée au cours de l'année précédente

- B. Mauvaise réponse. Le RPTA de l'année précédente de 240 000 \$ est supérieur au seuil à partir duquel la réduction commence à s'appliquer (50 000 \$).
- C. Mauvaise réponse. Bien que la réduction liée au RPTA s'applique, la réduction liée au statut de grande société ne commence à s'appliquer que lorsque le capital imposable de l'année précédente est supérieur à 10 000 000 \$ (ce qui n'est pas le cas, car il s'élève à 5 800 000 \$).
- D. Mauvaise réponse. La réduction liée au statut de grande société ne commence à s'appliquer que lorsque le capital imposable de l'année précédente est supérieur à 10 000 000 \$ (ce qui n'est pas le cas, car il s'élève à 5 800 000 \$). De plus, l'énoncé ne tient pas compte de la réduction liée au RPTA, qui s'applique puisque le RPTA de l'année précédente est supérieur à 50 000 \$ (il s'élève à 240 000 \$).

